

2014-2020

« La fabrique de l'histoire telle qu'elle se raconte »

Catalogue d'un corpus de 50 entretiens constitués dans le cadre du programme Histinéraires, utilisé pour la rédaction de l'article de Véronique Ginouvès et Anne-Marie Granet *Quand les historiens se racontent. Matériaux pour une histoire orale d'itinéraires professionnels*, , Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, à paraître, 2021.













La collection sonore « ANR Histinéraires - Entretiens enregistrés » rassemble 50 entretiens menés entre 2014 et 2020 dans le cadre du programme nommé : « La fabrique de l'histoire telle qu'elle se raconte », financé par les projets blancs de l'Agence nationale de la recherche [https://anr.fr/Projet-ANR-13-BSH3-0005]. Ce projet ANR est porté par quatre laboratoires de recherche : l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP – CNRS), le laboratoire Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale, Méditerranée (UMR 7303 – Aix-Marseille Université), le Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (UMR 5190 Lyon-Grenoble) et le centre George Chevrier (UMR 7366 CNRS-Dijon). Le programme de recherche Histinéraires vise à analyser les itinéraires institutionnels et intellectuels des historiens français ayant soutenu une habilitation à diriger la recherche, Habilitation à diriger des recherches, institutionnalisée par l'arrêté du 5 avril 1988. Cette habilitation remplace la thèse d'Etat pour accéder au corps des professeurs des Universités. L'analyse porte sur le travail de « Mémoire de synthèse des activités scientifiques » (MSAS) et son interprétation par la communauté historienne comme un récit d'"ego-histoire". Ce projet est découpé en 4 phases : collecte des mémoires de synthèse, mise au point des outils intellectuels et techniques de l'analyse, analyse des données qualitative et quantitative puis diffusion des résultats et des enseignements de l'enquête. La phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, grâce à un financement du laboratoire TELEMME, a été chargée de cataloguer, indexer et documenter le dépôt des entretiens menés auprès des historiens. Ce catalogue documentaire, réalisé par la phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (Aix-Marseille Université, CNRS – USR3125) regroupe 50 entretiens réalisés auprès d'historien·nne·s représentant le corpus utilisés pour l'écriture d'un article rédigé par Véronique Ginouvès et Anne-Marie Granet (à paraître en 2021). Vingt-deux témoignages sont également archivés dans la base de données de la phonothèque dans le corpus « Séances enregistrées du séminaire ''L'écriture de soi des historiens'' » qui donnent à entendre quelques unes des interventions enregistrées durant des séances organisées dans le cadre du programme [http://phonotheque.mmsh.huma-num.fr/dyn/portal/index.xhtml?page=alo&aloId=12434].

Sommaire

Fiche technique du corpus sonore
« ANR Histinéraires - Entretiens enregistrés »

Année de début-fin : 2014-2020

Nombre de témoin : 47

Format d'enregistrement des fichiers : wave, 44.1khz / 16bits (réalisé sur Zoom H4)

Durée totale du corpus : 75h (durée moyenne des entretiens : 1h 50min)

Les métadonnées (les notices présentant les entretiens) sont indexées dans un dispositif permettant de les rechercher sur la base *Ganoub* [http://phonotheque.mmsh.huma-num.fr/dyn/portal/index.xhtml?page=alo&aloId=12052] et sur *Calames* (en cours en avril 2021) la plateforme des manuscrits et des archives des établissement de l'enseignement supérieur et de la recherche [http://www.calames.abes.fr/pub/#details?id=FileId-3794]. Pour faciliter l'interopérabilité du corpus, les métadonnées créées par la phonothèque sont placées sous licence CC-0.

Conservation des métadonnées et des fichiers sonores sur le long terme : En fin de processus l'ensemble (métadonnées et fichier), saisi sur la plateforme Calames, sera déposé au CINES, Centre Informatique National de l'Enseignement Supérieur – CINES, identifiées par un identifiant unique et pérenne.

Droits d'utilisation des entretiens : chaque témoin a été informé avant l'enregistrement de l'entretien du projet de l'ANR et du futur archivage. Après l'entretien, il a reçu le fichier numérique de l'enregistrement, les métadonnées qui le présente et un contrat d'utilisation[1] permettant de préciser ce qu'il souhaite qu'il advienne de sa voix. Lorsque le contrat ne nous a pas été retourné ou lorsque la mise en ligne est refusée seule les métadonnées sont mises en ligne. Tous les contrats sont conservés à la phonothèque de la MMSH et informés au moment de l'archivage ; des rappels sont régulièrement envoyés à ceux qui n'ont pas encore répondu. Il est donc clairement précisé pour chacun des entretien les réusages possibles.

Réalisation du catalogue : l'analyse et le traitement de ces entretiens a été réalisé par plusieurs archivistes, en contrat à durée déterminée ou en stage sous la direction de Véronique Ginouvès, responsable de la phonothèque, en particulier Maryasha Barbé, Claire Cialone-Grégoire Hélène Giudicissi, Virginie Huynh-Van-Xuan, Ariane Neroulidis, Marine Soubrié. Le catalogue sera mis à jour lorsque la totalité des entretiens aura été saisi sur la plateforme Calames.

Date de la réalisation de l'instrument de recherche : 9 avril 2021.
Licence : CC-BY

[1] Un exemple de ce contrat est accessible ici : https://www.nakala.fr/nakala/data/11280/22c91a65

Notices

Entretien n° : **4803**

Entretien avec Jean-Claude Bouvier, Professeur émérite à Aix-Marseille Université, spécialiste de dialectologie, portant sur son parcours professionnel, la création du CREHOP, et la genèse du laboratoire Telemme

enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; témoin : Bouvier, Jean-Claude

Enregistré le 21/2/2014 à Aix-en-Provence (durée : 1h 07 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat d'autorisation de consultation et de diffusion a été signé avec l'informateur le 21-02-2014 autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-4803. Publication : Jean-Claude Bouvier et Véronique Ginouvès, « Mémoire partagée avec Jean-Claude Bouvier », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 48 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 08 avril 2021. DOI : https://doi.org/10.4000/rives.4667

L'entretien est mené par Véronique Ginouvès, responsable de la Phonothèque de la Maison Méditerranéenne des sciences de l'homme, créée par Jean-Claude Bouvier et Philippe Joutard en 1979 au sein du CREHOP. Tous deux ont fondé ce laboratoire dont l'acronyme signifiait Centre de Recherche sur les Ethnotextes, l'Histoire orale et les Parlers Régionaux et que Jean-Claude Bouvier a dirigée jusqu'en 1987. Conseiller Pédagogique pour les langues à la Direction de l'Enseignement supérieur, de 1992 à 1994 puis de 1997 à 2000, il est - au moment de l'entretien - Professeur émérite à Aix-Marseille et vice -président de la société française d'onomastique. Jean-Claude Bouvier rappelle le rôle de Charles Rostaing qui l'a fait venir en Provence en 1965. Alors assistant en philologie de l'ancien français, il est associé rapidement au projet de l'Atlas linguistique et ethnographique de Provence dont Charles Rostaing avait la charge. Il présente la méthodologie de travail, l'organisation administrative et l'innovation informatique du projet. Il évoque particulièrement le rôle de Claude Martel avec qui il va démarrer les enquêtes à partir de 1966, les poursuivre pendant 10 ans et publier trois volumes. En 1990, la publication des derniers volumes d'atlas s'arrête, suite à la décision du CNRS d'achever le travail par une réalisation informatique. La parution du quatrième et dernier volume sur la Provence lui tient particulièrement à cœur. Le travail d'enquêtes réalisées pour l'atlas a donné lieu à des enregistrements dès 1965. Après avoir tissé des liens avec les informateurs, Jean-Claude Bouvier revenait recueillir des récits en relation avec le contenu des enquêtes. Ainsi ce sont surtout des récits qui ont été enregistrés, ils ont donné lieu à la création du concept d'ethnotexte et à la fondation du CREHOP en 1979. En effet, ces textes oraux pouvaient être abordés de différents points de vue, ils permettaient de faire une liaison entre différentes disciplines, la dialectologie, l'histoire et l'ethnologie. La structure était constituée à l'origine de Philippe Joutard et Claude Martel, associés à Christian Bromberger. Jean-Claude Bouvier rappelle que la naissance de l'UMR TELEMME en janvier 1994 s'est construite sur cette pluridisciplinarité. En effet, c'est la création du DEA "Cultures, sociétés, échanges des pays de la Méditerranée septentrionale" initié avec Philippe Joutard, et Emile Temime qui a débouché sur le Groupement de Recherches du CNRS à l'origine de TELEMME. Jean-Claude Bouvier rappelle l'apport fondamental du travail de Jean-Noël Pelen pour la création du CREHOP puisqu'il s'est mis en place autour de son mémoire de maîtrise sur les Cévennes puis, autour de sa thèse. Sa création donne lieu à des recherches méthodologiques sur le sens de ce terme, la façon de recueillir. En outre, elle s'insère à la fois dans un contexte éditorial, de recherche et de conservation illustrant une envie de revaloriser l'oral. La dialectologie est et reste au cœur de sa réflexion scientifique que ce soit au travers de la publication de son ouvrage la Mémoire partagée, de son travail de recherches sur la toponymie urbaine notamment ou encore, de ses études sur la question de la frontière au sein de la Société Française d'Onomastique. A l'origine du CAPES "Occitan-Langue d'Oc" créé à partir de 1990, il revient sur l'importance de la place des linguistes dans les travaux d'histoire et déplore la position difficile de la dialectologie à l'heure actuelle dans la recherche universitaire tout en

saluant le rôle des associations régionales, l'apparition de nouveaux locuteurs et les efforts institutionnels qui permettent le maintien d'un intérêt pour les langues régionales.

Entretien n° : **4804**

Jean-Noël Pelen, chercheur au CNRS, fait le récit de sa carrière d'ethnologue et évoque son rôle au sein du CREHOP puis du laboratoire Telemme

enquêtrices : Crivello, Maryline ; Isabelle Luciani ; témoin : Pelen, Jean-Noël

Enregistré le 25/2/2014 à Aix-en-Provence (durée : 1h 37 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat d'autorisation de consultation et de diffusion a été signé avec l'informateur autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-4804.

Publication : Jean-Noël Pelen, Maryline Crivello et Isabelle Luciani, « Histoire et récits », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 48 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2014, consulté le 08 avril 2021. DOI : https://doi.org/10.4000/rives.4700

Jean-Noël Pelen commence l'entretien par l'évocation de sa thèse soutenue en 1978, Le conte et la chanson populaires de tradition orale en Cévennes rurales d'hier et d'aujourd'hui, soutenue sous la double direction du dialectologue Jean-Claude Bouvier et de l'historien promoteur de l'histoire orale Philippe Joutard. Il dit son intérêt pour les œuvres orales, vectrices des concepts de transmission et de tradition délaissées par les historiens mais prisées par les ethnologues qui interrogent les spécificités. Il précise son projet qui était de dépasser les œuvres isolées pour la cohérence globale de la mémoire, génératrice de récits, et donc de représentations de l'histoire. Il se rappelle des années où sillonnant les Cévennes, il a effectué un important collectage de contes, un travail d'écoute avec le magnétophone. La totalité de ses entretiens a été déposée à la phonothèque de la MMSH structure pour laquelle il fut à l'origine avec Philippe Joutard et Jean-Claude Bouvier.Tout au long de ses travaux de recherches, les objets qu'il parcourt -contes mais aussi tauromachie camarguaise, chansons de villages, photographies- sont étudiés comme autant d'expressions de réaction, de non adhésion à l'idéologie du progrès qui prend forme à partir de la deuxième moitié du XIX e siècle. Le fil conducteur de ces travaux est ce rapport qu'entretiennent ces différents objets aux représentations de l'histoire, comment en créant une mythologie, un espace imaginaire, les sociétés traditionnelles ont cherché à lutter contre la disparition, à arrêter le temps.Jean-Noël Pelen aborde la création du CREHOP en 1979, dont il fut le directeur entre 1987 et 1993. Il insiste sur la rencontre originelle de confluences d'intérêts entre trois composantes initiales: la dialectologie, l'histoire orale et, l'ethnologie. Il rappelle le rôle de personnalités scientifiques dynamiques comme Xavier Ravier, Marie-Rose Simoni, Jean-Baptiste Martin ou Jean-Claude Bouvier pour la dialectologie, Philippe Joutard pour l'histoire orale ou encore pour l'ethnologie de Donatien Laurent, Charles Joisten et Daniel Fabre. En effet, leurs questionnements régionalistes ainsi que leurs axes de recherches scientifiques se rejoignirent au milieu des années 1970. Il rappelle l'enthousiasme aixois qui animait les réunions de travail des chercheurs autour de la collecte et de l'écoute des narrations populaires. Elle conduit à l'évidence de la nécessité de la création d'un centre qui serait un espace de référence de ces problématiques sur le local, le récit, la mémoire et, les langues. Le mot fédérateur du moment pour Jean-Noël Pelen est celui d'ethnotexte, qu'il définit comme le "discours qu'une communauté donnée tient sur elle-même". Ce mot, objet de débats, de publications collectives, finit par établir une légitimation culturelle des récits et une reconnaissance de cultures minorées. Ainsi, la recherche sur les ethnotextes s'est popularisée et s'est exportée à l'étranger. Elle a entraîné dans son sillage une nouvelle confluence d'intérêts, conduisant à une recomposition des recherches autour de la production du récit collectif et à la création de Telemme puis de la MMSH. Le séminaire sur le récit collectif qu'il a animé au début de Telemme a été vécu à la fois comme une aventure, un espace fort autour d'un véritable échange pluridisciplinaire et, un effort de conceptualisation original. Son HDR (habilitation à diriger des recherches) en 1992 appelée : La parole et l'Histoire symbolise bien selon lui sa position à une confluence des disciplines.Jean-Noël Pelen retrace son

parcours en insistant sur la notion d'échanges. Il détermine quatre époques, la première est celle des collectages des oeuvres orales et de ses rencontres notamment avec Guy Matthieu, Sylvette Béraud-William, Nicole Coulomb et, Claudette Castell. La seconde laisse apparaître un élargissement disciplinaire avec des échanges autour des recherches en histoire menées par Marilyne Crivello ou Isabelle Luciani, des recherches en sociologie avec Béatrice Mésini, ou encore celles de l'anthropologue Jean-Luc Bonniol.Après s'ouvre une troisième période de recherches plus solitaires sur la mystique de la nature. Jean-Noël Pelen définit la quatrième période comme celle de l'héritage et, fait référence aux travaux de Karine Basset et de Caroline Carroux.

Entretien n° : **4809**

Le parcours d'une historienne spécialiste de l'histoire des femmes et de ses liens avec l'histoire orale, Yvonne Knibiehler

témoin : Knibiehler, Yvonne ; enquêteut·trices : Arena, Francesca ; Ginouvès, Véronique
Enregistré le 14/1/2013 à Aix-en-Provence (durée : 1h 2min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat a été signé avec l'informatrice et les enquêtrices autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-4809

Yvonne knibiehler se présente comme une femme au parcours universitaire atypique car elle entre en thèse à plus de quarante ans. Elle explique comment elle a rassemblé des données sur les femmes en récoltant des archives orales et écrites constituées à partir d'un questionnaire qu'elle soumettait aux assistantes sociales, aux infirmières, aux sages-femmes, aux psychologues, aux juges, pour mieux comprendre les différents métiers féminins. Plutôt que réaliser elle-même des enregistrements, elle a plutôt travaillé à partir d'entretiens transcris en extrayant ce qui lui paraissait le plus intéressant. La plupart des enregistrements sur lesquels elle a travaillé ont été réalisés par l'association marseillaise : «Les femmes et la ville». Elle exprime ce qu'elle doit à ses témoins - et en particulier Marie Arlette Carlotti - mais aussi à son père, qui n'ayant pas eu la chance de faire des études, avait incité ses enfants à les poursuivre. Elle précise tout ce qui lui apparait comme essentiel dans l'oralité, reconnaissant que souvent cela lui a apporté beaucoup plus que les archives classiques. L'entretien est l'occasion de débattre sur la question de la production des sources orales, la place de l'histoire orale dans l'enseignement universitaire à son époque et l'utilisation des témoignages oraux. Même si elle se dit non utilisatrice de l'image, elle a été intéressée par le travail réalisés par l'équipe de la vidéaste de la réalisatrice Young Perron qui l'a suivie dans son travail avec des femmes y compris pendant certains colloques ; l'équipe l'a en particulier suivie lors d'une conférence autour de la thématique "être mère, aujourd'hui, demain". Elle rend compte aussi des difficultés rencontrées, dans la France de l'après guerre pour obtenir le droit et d'accéder aux archives "classées sous le sceau du secret". Consciente depuis toujours de la condition féminine et de l'action qu'elle voulait mener, elle a constitué un fonds d'archives orales dès 1970 mais elle a été déçue de l'intérêt porté par les institutions à la sauvegarde de ces archives qui le plus souvent ont été perdues ou détruites. Elle raconte comment elle a pu recueillir des informations pour son ouvrage sur les femmes à la période coloniale en interrogeant les religieuses, les sages-femmes et les femmes médecins. Elle a alors déposé les sources de sa recherche aux archives d'outre-mer (ANOM). Elle fait ensuite référence à toutes les femmes chercheures qui se sont investies dans l'histoire des femmes à son époque et c'est aussi l'occasion de revenir sur ses différents témoins. Elle évoque enfin l'image de sa grand-mère, et fait état de l'éducation qu'elle avait reçu : scolarité, culture. L'entretien se termine sur l'aveu que ses recherches pour comprendre ce qu'était la maternité, étaient révélatrices d'un besoin de se construire elle-même : une quête d'identité qui l'a finalement énormément inspirée et instruite. Après la fin de l'entretien, le magnétophone est rallumé pour une discussion sur la place de la source orale à l'université

et le rappel d'un projet avorté rapidement sur l'histoire orale de la sécurité sociale en Provence.

Entretien n° : **5190**

Serge Mam-Lam-Fouck, professeur d'histoire contemporaine retraité de l'Université de Guyane, expose son travail de recherche pour la mise au jour de l'histoire de la Guyane
témoin : Mam Lam Fouck, Serge ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique
Enregistré le 21/3/2014 à Cayenne (durée : 55 min).
Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat a été signé avec l'informateur autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-5190
Serge Mam-Lam-Fouck est originaire de la Guyane française. Il appartient à une famille créole modeste et est le seul de la fratrie à poursuivre des études supérieures. Il étudie au Lycée Félix Eboué en Guyane, puis poursuit ses études en France où il soutient deux thèses à dix ans d'intervalle : une thèse de troisième cycle à l'université de Montpellier en 1982, et une thèse « nouveau régime » à l'université Paris-Nanterre en 1992. Il étudie d'abord l'histoire de l'Europe et de la France, avant de s'intéresser progressivement à l'histoire coloniale. Il est frappé par l'ignorance de ses compatriotes quant à l'histoire de leur propre pays, car l'histoire locale n'est pas enseignée à l'école. Il déplore également l'état du service des archives départementales, contrairement aux Archives Nationales d'Outre-mer (ANOM) à Aix-en-Provence où il a trouvé des sources. Au cours de ses études, il fréquente des associations d'étudiants guyanais et antillais, mais ne se considère pas comme militant nationaliste, au contraire, il refuse de faire de l'histoire engagée. A son retour en Guyane, il enseigne au lycée Félix Eboué, puis passe le concours de maître de conférences en 1996 pour enseigner dans l'enseignement supérieur. En 1998, il décide de se lancer dans l'habilitation à diriger la recherche, soutenu par l'enseignant Jean-Jacques Becker et en collaboration avec Lucien Abénon. Ayant déjà soutenu deux thèses, il dépose une demande d'autorisation à restriction à l'HDR qu'il obtient. Il analyse la double position adoptée dans son mémoire de synthèse et sa volonté de ne pas écrire une histoire locale. Une fois son habilitation obtenue, il obtient un poste en Martinique où il reste 4 ans, avant d'enseigner à l'Université de Guyane.

Entretien n° : **5191**

Randi Deguilhem, née aux Etats-Unis, directrice de recherche au CNRS, retrace son parcours de recherche sur les fondations religieuses en Syrie
témoin : Deguilhem, Randi ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie
Enregistré le 12/12/2014 à Aix-en-Provence (durée : 1h 55min).
Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat a été signé avec l'informatrice le 05-10-2016, anticipant le domaine public et autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-5191
Randi Deguilhem est née dans l'Etat du New Jersey aux Etats-Unis. Elle s'inscrit au Douglass college, qui est une université exclusivement féminine avec une politique centrée sur la réussite féminine. Elle poursuit alors des études "classiques" en histoire gréco-romaine. Grâce à un cours sur la Syrie dans l'Antiquité et à un voyage collectif en été 1979 où elle découvre la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, elle décide d'apprendre l'arabe et de se spécialiser dans l'histoire du Moyen-Orient. Elle obtient une bourse pour faire ses études doctorales à Damas, où elle reste deux ans. Son sujet de thèse porte sur la vie socio-économique à Damas au 19e siècle, pendant l'époque ottomane. Dans le cadre de sa recherche, elle est encadrée par deux historiens : Bayly Winder et Robert McChesney, spécialiste des fondations religieuses, ce qui deviendra son sujet de prédilection. Elle soutient sa thèse de doctorat (PhD) en 1986 à l'Université de New York. Elle s'installe ensuite à Aix-en-Provence pour rejoindre son mari français et s'inscrit en DEA à l'Université de Provence. Plutôt que de se lancer dans une deuxième thèse, elle prépare une habilitation à diriger la

recherche sous la direction d'André Raymond, sur le phénomène de waqf en Syrie. En 1990, elle obtient un poste d'allocataire de recherche à l'Institut Français d'Etudes Arabes de Damas (IFEAD) et part en Syrie avec ses enfants pour une durée de 4 ans. Elle rentre en France en septembre 1995 pour soutenir l'habilitation. Outre son sujet sur les fondations religieuses, une autre thématique traverse sa recherche, autour des questions de genre. A ce propos, elle évoque un projet de film documentaire réalisé à partir d'entretiens de femmes de Damas : "Paroles de Syriennes au Travail". En 1996, elle obtient un poste de chargé de recherche à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme au sein du laboratoire de l'IREMAM où elle travaille jusqu'en 2012, avant de rejoindre le laboratoire TELEMME. Dans ce cadre, elle s'investit dans un programme GDRI (Groupement de Recherche Internationale) sur les fondations pieuses waqf-habous des régions musulmanes et leurs communautés confessionnelles, de 2012 à 2016.

Entretien n° : **5192**

Philippe Joutard, professeur d'histoire moderne à l'Université de Provence à la retraite, revient sur son parcours en tant que pionnier de l'histoire orale en France

témoin : Joutard, Philippe ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 5/10/2015 à Marseille (durée : 1h 47min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat a été signé avec l'informateur autorisant la mise en ligne de l'entretien : http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-5192

Philippe Joutard revient sur ses origines familiales : il est issu d'une famille d'industriels implantée dans le département du Gard, à Alès. Élevé dans la tradition catholique, il a été marqué par sa grand-mère protestante, originaire du Piémont cévenol. Sa conception de la pédagogie a été très influencée par l'éducation jésuite reçue au lycée à Paris. A l'issue de ses études secondaires, il a déjà l'intuition qu'il s'orientera vers l'histoire. Il fait une classe préparatoire littéraire au lycée Louis-le-Grand, où il découvre l'histoire scientifique et son goût de l'enseignement. Il fait part de sa déception de ne pas avoir intégré l'Ecole Normale Supérieure, rue d'Ulm, mais trouve sa place à l'Université de la Sorbonne. Porté par son histoire familiale, il s'intéresse à la région des Cévennes et analyse le lien entre religion et orientation politique. Son sujet de mémoire portera sur "Vote politique et structure sociale dans le canton d'Alès". Il obtient son agrégation, puis part au Maroc faire son service militaire en 1958, où il reste un an de plus dans un établissement de coopération. Durant cette période, il apprend l'arabe et s'engage contre la Guerre d'Algérie. Lorsqu'il rentre en France en 1962, il obtient un poste au Lycée Thiers à Marseille. En parallèle, il enseigne en hypokhâgne au lycée Mignet à Aix-en-Provence. Il assiste à de nombreux séminaires à l'Université de Provence et raconte comment il en vient peu à peu à s'intéresser à l'histoire orale. Passionné par cette découverte, il transforme sa thèse de troisième cycle en thèse d'Etat. Il évoque sa rencontre avec Jean-Claude Bouvier qui le met en contact avec des linguistes et des ethnologues intéressés par cette méthodologie. Il insiste sur le soutien de Pierre Guiral, et de la communauté de modernistes. A l'occasion d'un programme mis en place par Georges Duby, il a l'opportunité de découvrir le réseau d'histoire orale nord-américain. A la fin de l'entretien, il établit un lien entre histoire orale et numérique, en les inscrivant dans une continuité. Il est l'un de premiers de sa génération à posséder une machine à écrire à mémoire et suit avec intérêt les progrès de la technologie. Il explique enfin les différences fondamentales entre l'histoire et l'anthropologie, qui viennent conforter son parcours d'historien.

Entretien n° : **5193**

Évelyne Cohen, Professeure des universités en histoire culturelle affectée à l'Enssib (université de Lyon), revient sur son parcours de recherche dans le domaine de l'histoire culturelle

témoin : Cohen, Evelyn ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie

Enregistré le 28/10/2015 à Salvador-de-Bahia (durée : 1h 09 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Evelyne Cohen débute l'entretien par le récit de l'origine de sa famille, juifs sépharades venus d'Asie-Mineure installés à Marseille. Après avoir obtenu son baccalauréat, elle part à Paris avec une amie proche, avec le projet d'étudier les langues orientales -le russe et le chinois- à l'École Nationale des Langues Orientales Vivantes (ENLOV). Elle se souvient avec enthousiasme des événements de mai 1968 auxquels elle a participé. Sur ce sujet, elle a publié un ouvrage collaboratif qui rassemble des documents d'archives : Mémoires de 68, Guide des sources d'une histoire à faire. En complément de ses études de langue, elle décide de s'inscrire en licence d'histoire à l'Université Paris-Sorbonne. Elle démarre sa carrière professionnelle en tant qu'ingénieur de recherche au CNRS en histoire chinoise (1972-1982), puis comme assistant d'histoire à l'Université Paris 7 (1982-1996). En parallèle elle prépare une thèse, sous la direction de Maurice Agulhon, sur le thème de Paris dans l'imaginaire national (1918-1934) soutenu en 1996 et qui déclenche une polémique pour sa méthodologie. Dans sa démarche d'historienne, elle s'intéresse à l'apport des archives de la télévision dans l'histoire, et suit les évolutions de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA). En 1994, elle est nommée chercheur associé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) et donne un séminaire intitulé "Télévision, source, objet, écriture de l'histoire". En 2009, elle devient responsable du Pôle de recherches en Sciences de la ville à l'Université Paris 7. Lorsqu'elle décide de faire son HDR, elle a une difficulté à choisir entre ces deux thématiques : la ville et la télévision, et laisse de côté l'espace urbain pour travailler sur la télévision des Trente Glorieuses, avec Pascal Ory comme garant. Une fois son habilitation obtenue, elle est affectée en 2009 à l'École Nationale Supérieure de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB -université de Lyon) à Villeurbanne en tant que Professeure en histoire et anthropologie culturelles au XXe siècle. En même temps, elle est intégrée au sein du LAboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (LARHRA) et responsable de l'Atelier Images-sons-mémoires.

Entretien n° : **5194**

Jacques Dumont, professeur d'histoire à l'Université des Antilles évoque son parcours professionnel de ses débuts comme enseignant d'E.P.S. à l'entrée dans l'histoire antillaise par le sport

témoin : Dumont, Jacques ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 25/2/2016 à Pointe-à-Pitre (durée : 1 h 03 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

L'informateur Jacques Dumont commence par évoquer un parcours atypique. Arrivé en 1985 en Guadeloupe en tant qu'enseignant d'EPS, il passe l'agrégation. Par la suite, il est détaché pour organiser la mise en place de l'UFR STAPS et une formation continue pour les enseignants d'EPS. Il reprend en parallèle des études en sciences de l'éducation et part pour Montpellier, où il souhaite se consacrer à l'étude de l'histoire dans le cadre d'un congé formation. Cela s'avérant impossible, il passe un DEA en psychologie cognitive. En 1992, il revient en Guadeloupe pour prendre un poste au SUAPS (Service universitaire des activités physiques et sportives) et commence une thèse qu'il va interrompre. En effet, son souhait de se tourner vers l'histoire est toujours présent et il passe sa maîtrise sous la direction de Danielle Bégot. Celle-ci ne pouvant diriger sa thèse, il y travaillera sous la direction de Jean-

Luc Bonniol. Son profil l'amène à s'intégrer à des réseaux qui mélangent les cultures historiennes et c'est ainsi qu'il intègre le bureau du comité exécutif de l'Association des historiens de la Caraïbe (ACH), où il est membre du jury du prix Elsa Goveia. A son grand regret, il constate qu'au sein du laboratoire STAPS, les sciences sociales dont l'histoire sont marginalisées en raison de leurs différences de fondements épistémologiques avec les physiologistes. D.Bégot et Jacques de France sont ses tuteurs pour l'élaboration de l'HDR sur "Le sport : une entrée dans l'histoire antillaise" qu'il soutient en 2006 après une année de travail. Jacques Dumont souligne la différence de point de vue selon les disciplines ; en effet, si les physiologistes la considèrent comme un recueil de travaux, les historiens, eux, font preuve de plus d'exigences méthodologiques et conceptuelles. Le mémoire d'ego-histoire lui a permis de donner à son parcours individuel une cohérence que l'on ne voyait pas de prime abord et surtout de créer des liens entre différents domaines. Cette pluridisciplinarité guide les travaux de Jacques Dumont et l'oriente vers un travail historique que le grand public peut se réapproprier. En 2009, lors de la période des grèves, Jacques Dumont constate que la demande d'informations historiques de la part des Antillais croît et participe à des documentaires de vulgarisation. Son parcours pluridisciplinaire l'ayant sensibilisé à la didactique, il considère l'HDR comme un outil pédagogique permettant d'assumer ses orientations. A ce sujet, il remarque que la sociologie le passionne de plus en plus, le guide dans ses travaux et d'ailleurs il se voit surtout comme quelqu'un qui utilise l'histoire comme outil de compréhension du monde et non pas comme historien. Et pour conclure, il souligne qu'il aurait pu devenir pâtissier comme son père, car il y a une grande similitude avec l'historien qu'il voit comme un artisan qui met aussi " la main à la pâte" et qui se situe à l'interface de nombreux champs.

Entretien n° : **5195**

Jean-Pierre Sainton, professeur d'histoire contemporaine à l'Université des Antilles, raconte son parcours de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, en insistant sur son intérêt pour la pédagogie

témoin : Sainton, Jean-Pierre ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 28/11/2015 à Pointe-à-Pitre (durée : 1 h 32 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Jean-Pierre Sainton est né à Paris, d'un père guadeloupéen et d'une mère martiniquaise. Ses deux parents se sont rencontrés au cours de leurs études en France. Il a été élevé dans sa prime enfance par ses grands-parents maternels en Martinique, qui lui ont transmis le goût de la connaissance. Il explique l'importance de cette double origine sociale et culturelle dans sa carrière d'historien. Notamment il insiste sur son attachement à la culture guadeloupéenne, de par son père, dirigeant du mouvement indépendantiste et arrêté lors des émeutes de mai 1967 qui l'a plongé dans la vie guadeloupéenne et l'action militante dès son adolescence. Il poursuit ses études secondaires en Guadeloupe, et passé par le lycée Carnot. Il obtient son baccalauréat en 1973 et fait un DEUG d'histoire à l'Université des Antilles, où il est marqué par des enseignants à la pointe de la discipline comme Danielle Bégot pour sa méthodologie historique et Jacques Adélaïde-Merlande, initiateur de l'histoire antillaise. A l'université, il côtoie entre autres Rodolphe Alexandre, qui deviendra président du conseil régional de la Guyane. Après ses deux premières années d'études supérieures, il part à Nanterre pour suivre une licence renforcée, ou licence d'enseignement, puis fait sa maîtrise à Paris VII, où l'histoire du Tiers-Monde est enseignée. En parallèle de ses études, il accorde une grande place au militantisme et est responsable de l'association générale des étudiants guadeloupéens. Il raconte son retour en Guadeloupe, dans les années 1980, où il poursuit ses activités politiques, en signant son premier travail militant : « Mé 67 », mémoire d'un événement. Un moment qu'il considère comme fondateur dans sa vie est sa rencontre avec Rosan Girard, principal fondateur du parti communiste guadeloupéen. En 1986, il observe un

“affaissement du militantisme” dont il analyse les causes. Il soutient sa thèse à 42 ans et obtient un poste 2 ans plus tard en 1999. L’habilitation à diriger la recherche se présente à lui comme la suite logique, d’autant plus qu’il s’intéresse à la dimension pédagogique et éducative de l’histoire. Il explique son désir d’enseigner une histoire “profondément humaine”, en prenant le contre-exemple du Code noir. Il travaille également à la mise en place de deux masters : un master sur l’histoire patrimoniale en Martinique en un master de Sciences humaines et sociales en Guadeloupe pour faire “avancer la compréhension de l’histoire”. En fin d'entretien, il interroge le rôle de l'histoire orale dans la mémoire sociale.

Entretien n° : **5196**

Anne Dalmasso, professeure d’histoire contemporaine à l’université Grenoble-Alpes revient sur son parcours d’enseignante dans le secondaire, à sa fonction actuelle

témoin : Dalmasso, Anne ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie

Enregistré le 8/1/2016 à Grenoble (durée : 1 h 28 min).

Droits d’utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Titulaire d’un baccalauréat C, Anne Dalmasso s’est découverte durant ses études secondaires un goût prononcé pour la démonstration et le rapport au réel. C’est en classe préparatoire littéraire qu’elle a réalisé sa vocation et a décidé de faire une licence en histoire et en géographie au sein de l’Institut de Géographie Alpine à Grenoble. Grâce à certains de ses enseignants, dont Henri Morsel, elle a appréhendé et apprécié la dimension historiographique et l’analyse de documents en histoire. A partir de sources comptables, elle a rédigé un mémoire de maîtrise sur une entreprise électrique notamment grâce à une bourse de l’Association pour l’histoire de l’électricité en France (AHEF) composée d’historiens et de témoins. Ensuite, elle a réussi le CAPES et parallèlement le professeur Henri Morsel lui a proposé une bourse de thèse toujours dans le domaine de l’histoire de l’électricité. Cette dimension de l’histoire appliquée et impliquée convenait parfaitement à ses aspirations. Inscrite tout d’abord à l’Université de Grenoble en économie et politique de l’énergie, elle intègre l’Université Lumière Lyon 2 afin de soutenir en 1993 sa thèse de doctorat en histoire. Agrégée d’histoire depuis 1990, elle a également enseigné dans le secondaire au collège, au lycée et à l’université où elle a été chargée de cours, des travaux dirigés. Nommée ensuite maître de conférences, elle avoue que se remettre à la recherche n’a pas été facile, mais le contexte était stimulant avec un nouvel objet d’études (l’histoire d’une compagnie de chauffage), le travail en réseau avec l’Association pour le Patrimoine et l'Histoire de l'Industrie en Dauphiné ou le musée Dauphinois, l’arrivée d’une nouvelle équipe, et la création du Laboratoire de recherches historiques Rhône-Alpes (LARHRA). En 2010, elle présente son habilitation à diriger la recherche sous la direction de Philippe Mioche à l’université de Provence sur les entreprises grenobloises de matériel hydraulique, fruit d’un travail de dix années. Devenue professeure d’histoire contemporaine, elle découvre à la MSH-Alpes le fonctionnement des ANR et commence à en diriger. Elle mentionne également le fonctionnement du LABEX qui selon elle, est complexe car l’équipe y est plus large, la pluridisciplinarité étant parfois difficile à gérer. Anne Dalmasso se considère comme enseignante-chercheuse et non pas historienne car il ne s’agit pas d’un métier d’après elle. A ce propos, elle revient avec émotion sur son expérience dans le secondaire où elle a apprécié de former des adolescents contrairement à ses débuts à l’université où elle ressentait un manque d’utilité. Toutefois, sa fonction actuelle lui convient car elle peut enseigner et faire de la recherche et elle aurait fait les mêmes choix -l’enseignement dans le secondaire ou la recherche en mathématiques- si elle n’avait pas eu ce parcours en histoire.

Entretien n° : **5197**

Florence Descamps, maître de conférence à l'École Pratique des Hautes Études, revient sur son double intérêt pour l'histoire de l'État et l'histoire orale

témoin : Descamps, Florence ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 10/2/2016 à Paris (durée : 1h 29min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Florence Descamps revient sur son déclic pour l'histoire, dès la classe de première, et en classe préparatoire littéraire, où elle choisit l'option histoire. En 1984, elle intègre l'École normale supérieure rue d'Ulm, et sort agrégée en 1987. C'est grâce à des enseignants charismatiques comme Françoise Autrand, qu'elle découvre sa passion pour l'histoire de l'État. En parallèle, elle étudie durant deux ans l'arabe classique et l'islamologie à l'INALCO, avec comme idée de travailler sur l'empire colonial au Maroc. Après l'obtention de son agrégation, elle change d'orientation pour étudier l'histoire religieuse à l'Université Paris-Nanterre. Elle travaille sur le Centre catholique des intellectuels français (CCIF) et mène ses premiers entretiens d'histoire orale, qui ne seront pas enregistrés. Cette même année, en 1988, elle obtient son détachement pour travailler au Ministère des Finances, suite à une demande de l'École nationale supérieure pour un poste de secrétaire scientifique. Sa mission au sein du Ministère sera de créer et d'animer le service historique, aux côtés du normalien Michel Bruguière et du haut fonctionnaire Guy Thuillier. Elle revient également sur la genèse des archives orales du Ministère des finances, et insiste sur l'apport de la sociologue Dominique Schnapper ayant travaillé sur les archives orales de la sécurité sociale. En 1997, après un séjour de 3 ans en Hongrie, elle est élue maître de conférences à l'École Pratique des Hautes Études pour enseigner la méthode des archives orales. De 1998 à 2001, elle se lance dans la rédaction de son ouvrage "L'Archiviste et le Magnétophone", qui est le fruit de son séminaire de 3 ans. En 2005, Florence Descamps décide de publier une thèse sur le Ministère des finances et la réforme de l'État, qui de par son ampleur, aboutira finalement sur une habilitation à diriger la recherche, grâce à l'appui de son directeur Patrick Fridenson. Elle évoque ses choix sur le plan méthodologique, et ses difficultés liées à l'écriture et aux formalités administratives. En 2014, elle obtient son habilitation à diriger des recherches, et apprécie le travail d'accompagnement des étudiants. Par le biais du réseau de l'EHPE, elle est enseignante associée à l'École nationale des Chartes. A la question de la vocation d'historienne, elle répond qu'elle se reconnaît dans ce métier multifacette.

Entretien n° : **5198**

Anne-Marie Granet professeure d'histoire contemporaine à l'Université Grenoble-Alpes et directrice déléguée du LARHRA analyse son parcours de recherche autour des mémoires des migrations

témoin : Granet Anne-Marie ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 25/2/2016 à Aix-en-Provence (durée : 1 h 14 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Anne-Marie Granet commence par signaler l'inversion du rôle enquêteur-enquêté : elle qui a l'habitude de diriger des entretiens, se trouve désormais du côté de l'informateur et c'est une position qu'elle trouve déstabilisante. Elle revient sur ses études au lycée, et sur son choix de commencer des études d'histoire à l'Université de Provence, à Aix-en-Provence, ayant hésité avec une autre orientation, la musique. Dès la première année, elle est marquée par un cours de Philippe Joutard d'"Initiation aux méthodes de l'histoire". Elle réalise ses premiers entretiens dans le cadre d'abord de la licence puis de sa maîtrise. Celle-ci portait sur une fête de Carnaval qui se déroule dans un village de la Drôme où elle a habité pendant ses années d'enfance, un village où J.C. Bouvier avait une maison de famille et qu'il avait étudié du point de vue linguistique. Elle passe les concours de l'enseignement (le CAPES, puis l'agrégation) et est nommée à Laon, en Picardie. Cette mobilité géographique nord-sud lui

pose quelques difficultés sur le plan personnel. Son sentiment d'expatriation lui inspire un travail de recherche sur les mémoires des migrations. Sur les conseils de Philippe Joutard qui dirige sa thèse, elle choisit de travailler sur l'histoire et la mémoire des habitants du Queyras, une région où sont ses origines familiales et où elle peut travailler durant les vacances, couplant archives écrites et sources orales. Elle est nommée ensuite à Grenoble, et préparer sa thèse en collaborant avec le Musée Dauphinois qui à l'époque joue dans le domaine de l'anthropologie et de l'histoire le rôle de centre de recherches. Elle est chargée du service éducatif c'est-à-dire qu'elle est chargée de faire le lien entre le monde de l'enseignement et celui du musée : un poste qui la passionne. Elle soutient sa thèse en 1990 et obtient un poste à Lyon 2 en 1993. Elle découvre là la recherche collective en étant chargée par Y.Lequin de rejoindre un programme européen sur la mémoire de l'industrie. Elle évoque sa découverte des réseaux internationaux spécialisés dans l'histoire orale, par les séminaires de l'équipe du programme mais aussi les conférences internationales où à l'époque la France était peu représentée. Après 4 ans à Lyon, elle demande pour raisons personnelles sa mutation à Grenoble. Poursuivant ses recherches sur la mémoire elle est engagée dans un programme de recherches sur un champ à l'époque peu travaillé par les histoires celui de la mémoire des risques naturels, initiant des partenariats avec les géosciences. Anne-Marie Granet se définit comme historienne du social et du culturel, avec comme fil directeur l'étude de la mémoire avec l'usage des récits mémoriels. Son choix est de privilégier des objets d'études plus que des sujets.

Entretien n° : **5199**

Florence Alazard, maîtresse de conférence en histoire à l'Université François Rabelais de Tours, raconte son parcours en évoquant les inflexions de ses problématiques historiques

témoin : Alazard, Florence ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 23/3/2016 à Tours (durée : 58 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : le contrat signé avec l'informatrice le 27-10-2016 permet l'écoute en ligne, http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-5199.

Admise à l'École normale supérieure de Fontenay/Saint-Cloud, Florence Alazard se tourne d'abord vers la géographie qu'elle étudie jusqu'au niveau maîtrise, avant de décider de passer l'agrégation d'histoire. Sa passion pour la musique Renaissance oriente son sujet de thèse, pour laquelle elle reçoit une allocation doctorale du Centre d'Études Supérieures de la Renaissance (Université François-Rabelais de Tours). Son travail de recherche porte alors sur les rapports entre musique et politique dans l'Italie de la Renaissance. Elle soutient sa thèse en janvier 2000, après avoir enseigné 1 an dans un collège en banlieue parisienne et avoir occupé un poste d'ATER à l'ENS durant les 3 dernières années. Elle évoque sa manière de travailler sur sa recherche, de manière isolée, préférant les relations interprofessionnelles à la logique de "réseau" dans laquelle elle ne se retrouve pas. Pour sa recherche, elle se rend régulièrement en Italie, notamment à l'Ecole Française de Rome. Elle a soutenu son Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), composée d'un recueil de travaux, d'un mémoire inédit et d'un mémoire de synthèse, et compare cet exercice avec celui de la thèse, qui a été pour elle le fruit d'un travail plus laborieux. Elle confie ses nombreuses interrogations en ce qui concerne son orientation professionnelle et sa double vocation d'enseignant-chercheur. Elle questionne également le fonctionnement général de l'université, qu'elle conçoit comme un lieu de reconfiguration politique. Engagée dans la cause syndicale, elle a notamment lutté contre la mise en place de la loi LRU. Sur le plan de sa carrière, elle évoque les inflexions dans son travail de recherche (de la musique aux guerres d'Italie). Pour finir, elle aborde les changements dans la discipline historique, et l'effervescence scientifique qui la fascine toujours.

Entretien n° : **5200**

Kmar Bendana, historienne à l'Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie contemporaine à l'Université de Manouba, raconte son parcours comme spécialiste d'histoire et culture dans la Tunisie contemporaine

témoin : Bendana, Kmar ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 18/6/2016 à Marseille (durée : 1h 53min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Kmar Bendana est née dans la banlieue sud de Tunis, d'un père algérien et d'une mère tunisienne. Sa passion pour l'Histoire se traduit très tôt dans son enfance par un goût pour les histoires au pluriel. Issue d'une famille de 6 enfants, elle endosse le rôle de l'aînée, car c'est elle qui poursuivra les plus longues études. Lorsqu'elle rentre à l'école en 1956 elle connaît un système d'enseignement encore peu arabisé dans une école mixte, qui date d'avant la réforme de l'enseignement de 1958. Elle obtient son baccalauréat en 1968 et décide de poursuivre des études d'économie qui ne la passionnent pas. Elle est en revanche mordue de cinéma et rejoint le mouvement de cinéphilie française en Tunisie, dont elle devient animatrice, puis secrétaire générale. Au bout de 2 ans en faculté d'économie, elle décide d'étudier l'histoire, même si elle préfère suivre les cours de littérature en auditrice libre. A l'issue de sa licence, elle ressent le besoin de partir en France, où elle s'inscrit aux concours de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) qu'elle ne réussit pas. Elle s'inscrit alors à l'Université Paris I pour une maîtrise d'histoire qui débouche sur une thèse sur les établissements pénitentiaires de l'armée française en Algérie, sous la direction de Maurice Agulhon. Elle confie son détachement face à ses études, et aux universitaires, qu'elle juge trop savants. Elle apprécie cependant d'assister aux séminaires de Maurice Agulhon et de Michel Foucault. Après avoir soutenu sa thèse, qu'elle juge bâclée, Kmar Bendana rentre à Tunis, et obtient en novembre 1982 un poste de chercheuse dans le cadre du « Programme national de recherche sur l'histoire du mouvement national ». Dans le cadre de ce projet, elle travaille sur une base de données sur l'histoire de la Tunisie colonisée et plus particulièrement sur l'organisation du thésaurus. Elle nous explique son déclic, en se plongeant dans les archives françaises sur l'histoire de son pays. Elle analyse sa manière de travailler à travers son caractère, et sa volonté de vouloir tout lire pour tout comprendre. Elle explique son entrée dans l'historiographie, à travers ses premiers articles d'histoire culturelle sur les parcours intellectuels de Tunisie. En partie grâce à elle, son centre de recherche est rattaché à l'Université de La Manouba : il devient l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie contemporaine (ISHTC). Par ailleurs, Kmar Bendana réussit à intégrer le comité de rédaction d'IBLA (Institut des belles-lettres arabes à Tunis) et devient chercheuse associée dans un l'institut français basé à Tunis, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC). En 2001, elle obtient son habilitation à diriger des recherches, au prix d'un travail qu'elle qualifie de pénible, mais bénéfique. En janvier 2011, elle est bouleversée par la révolution qui se prépare et entame une chronique de la Tunisie contemporaine à travers son blog, où elle partage ses questionnements. Si elle avait l'opportunité de changer de métier, Kmar Bendana affirme, non sans humour, vouloir devenir documentariste de la vie scientifique en Tunisie.

Entretien n° : **5202**

Fabienne Le Houerou, directrice de recherche à l'IREMAM, raconte l'influence de ses voyages et du cinéma dans sa carrière d'historienne

témoin : Le Houerou, Fabienne ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 30/6/2016 à Aix-en-Provence (durée : 1 h 47 min).

Droits d'utilisation et de diffusion :

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Pour expliquer son parcours d'historienne, Fabienne Le Houerou se dit marquée par ses voyages à l'étranger : après une enfance à Rome, elle est scolarisée au Lycée français à Addis-Abeba en Ethiopie. Son père est chercheur au CNRS puis aux Nations Unies, et dans le cadre de ses recherches il reçoit le prix de Nobel collectif de Climate Change. Par-dessus tout c'est la misère qui la marque, ainsi que la révolution éthiopienne qui commence en 1974. Marquée par les nombreuses lectures dans son adolescence (Nietzsche, Kant), elle hésite beaucoup entre la philosophie et l'histoire pour ses études supérieures. Attirée par les questions fondamentales, elle opte pour l'histoire, qu'elle conçoit comme des forces qui s'affrontent. Elle découvre la France pour la première fois à 18 ans et rentre à la faculté d'histoire de Montpellier, où elle ressent un certain décalage. Elle consacre son mémoire de maîtrise à l'Ethiopie, en analysant l'influence culturelle de la France dans les années 30 avant l'arrivée du fascisme, sous la tutelle de Jean-Baptiste Duroselle. La recherche lui plaît, c'est pourquoi elle décide de continuer en thèse en analysant cette fois-ci le fascisme italien, grâce à des enseignants comme Pierre Milza. Elle retourne à Addis-Abeba en 1988 pour son enquête de terrain, et soutient sa thèse en 1989. A l'issue de sa thèse, elle s'engage dans l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), à la commission de recours pour les réfugiés politiques. En parallèle elle écrit le scénario d'un film à partir du témoignage d'italiens envoyés en Ethiopie par Mussolini : "Hôtel Abyssinie", qui sort en 1994, produit par Arte et CNRS image. Ce film est l'occasion d'explorer un nouveau mode de pensée par l'image. En mai 1996, elle obtient un poste à l'IREMAM, où elle est responsable du pôle thématique : "Anthropologie, Histoire et Images" de 2012 à 2016. Le mémoire de synthèse des activités de recherche s'avère constructif pour elle, car suite à un accident, elle tente de retrouver la mémoire. Il lui permet également de trouver le fil conducteur dans sa recherche. En effet, elle éprouve des difficultés à coller aux étiquettes et se retrouve davantage dans le système anglo-saxon, après avoir enseigné durant 4 ans à l'Université Américaine du Caire où elle travaille avec des réalisateurs égyptiens. Au bout du compte, elle se considère autant historienne que cinéaste et qualifie son champ d'étude d'anthropologie visuelle.

Entretien n° : **5203**

Jean-Lucien Bonillo, professeur à l'école d'architecture de Marseille, revient sur son parcours académique et la fondation du laboratoire de l'INAMA

témoin : Bonillo, Jean-Lucien ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 9/12/2016 à Aix-en-Provence (durée : 1h 35min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Jean-Lucien Bonillo est professeur à l'école d'architecture de Marseille et directeur du laboratoire de l'INAMA. Il retrace son parcours académique pour devenir architecte : après une Terminale E en mathématiques et techniques, il fait Maths sup aux Lycée Masséna à Nice, puis décide de s'inscrire à L'École des Beaux-Arts et d'Architecture de Marseille qui s'implante à Luminy en 1967. Il y découvre avec enthousiasme la réalité du métier d'architecte, et sa dimension sociale. Il est touché par la réforme de 1968 qui marque la rupture avec le système « Beaux-Arts » et la création des Unités Pédagogiques d'Architecture. Il insiste sur le tournant que connaît l'architecture avec la volonté d'intellectualiser à nouveau cette profession. C'est ainsi qu'il valide son diplôme avec un travail de recherche sur "Les trois fenêtres marseillais", sous la direction du sociologue Claude Prelorenzo. Il se dit très influencé par la lecture des architectes italiens comme Robert Venturi, Manfredo Tafuri et Aldo Rossi. L'entretien est l'occasion de faire le récit de l'historique de la création de l'INAMA - Intervention Architecturale en Milieu Ancien- qui est conçu au départ comme un groupe pédagogique. Ce groupe patrimonial s'inscrit en complément des groupes GAMSAU (Groupe de recherche pour l'Application des Méthodes Scientifiques à l'Architecture et à l'Urbanisme) et ABC (Architecture bio-climatique). Il

évoque ses travaux au sein de l'INAMA, mais aussi ses recherches en amont dans les services d'archives (archives municipales, communales et de la chambre de commerce), en insistant sur l'importance des réseaux nationaux et internationaux, sans oublier ses échanges nourris avec les sociologues de ce qui était alors l'Université de Provence (intégré aujourd'hui à AMU). Il passe une thèse sur travaux, dans un souci de valoriser ses travaux scientifiques, en parallèle des travaux d'édition menés avec son épouse. La nécessité de passer son HDR se pose surtout pour devenir directeur de laboratoire. Il est guidé pour cela par Jean-Marie Guillon qui l'oriente vers un travail d'ego-histoire. Il note les répercussions positives sur sa carrière de son HDR soutenue en 2001. Il énonce enfin les sujets des thèses qu'il a pris sous sa direction, notant la résurgence de la thématique du "participatif" des habitants, thème en vogue dans les années 70. Passionné d'art, il répond sans hésiter à la dernière question de l'entretien "Quel métier auriez-vous aimé faire ?" : marchand de tableaux.

Entretien n° : **5204**

Valérie Schafer, chargée de recherche à l'Institut des sciences de la communication du CNRS retrace son parcours en technologies de l'information et de la communication

témoin : Schafer, Valérie ; enquêtrice : Gebeil, Sophie

Enregistré le 23/11/2016 à Paris (durée : 1 h 03 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Après une terminale au Lycée Louis-le-Grand à Paris, Valérie Schafer intègre une prépa littéraire à l'École nationale des Chartes. Le latin se relève plus une passion qu'une vocation, elle s'oriente alors vers une maîtrise d'histoire ancienne où elle fera un mémoire sur l'histoire des femmes dans l'Antiquité. Après un entretien avec l'historien Alain Corbin, elle bifurque vers un DEA d'histoire contemporaine avec une thèse sur les télécommunications sous la direction du Professeur Pascal Griset à Paris IV Sorbonne. Attirée par la pédagogie, elle prépare les concours de l'enseignement en parallèle de sa thèse, et obtient le Capes à 22 ans. Elle sera enseignante d'histoire-géographie pendant dix ans et garde un excellent souvenir de cette période. Elle passe l'agrégation en interne et rentre en 2009 à l'IUFM de Paris en tant que PRAG (Personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur) avant de réussir le concours du CNRS en 2010. Elle explique son parcours professionnel par le hasard des rencontres et cite les personnes avec qui elle a collaboré: Yves Bouvier, Muriel Le Roux, Laurence Monnoyer-Smith, Cécile Méadel, Louise Merzeau, Dominique Wolton et son duo de recherche avec Benjamin Thierry avec qui elle publie en 2012 Le Minitel. L'enfance numérique de la France. Huit ans après sa thèse soutenue en 2007, elle passe son HDR, en raison de fortes incitations et d'un désir de faire évoluer sa carrière. Son dossier, Une histoire de convergence, Les technologies de l'information et de la communication depuis les années 1950, porte sur l'épistémologie, l'histoire des sciences et des techniques. Elle mène simultanément sa recherche pour le CNRS, et l'écriture des travaux pour l'habilitation. Elle évoque son tâtonnement intellectuel en ce qui concerne l'élaboration du plan, mais avouera qu'après ce cheminement, la rédaction ira relativement vite. Elle insiste sur la position adoptée dans son égo-histoire, davantage centré sur la réflexion que dans l'introspection, dans un souci de pudeur. Si elle reconnaît qu'elle a dû sacrifier du temps sur la plan familial pour préparer son HDR, elle conclut sur la satisfaction tirée de cet exercice, qui lui a permis de mûrir une réflexion, et lui a donné envie d'explorer d'autres voies. En 2016, elle reçoit le prix de la recherche de l'Ina THEQUE pour son ouvrage original, Une histoire française du Web des années 1990. Actuellement, elle est chargée de recherche à l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC). À travers l'apport des SIC et des STS, elle travaille en interdisciplinarité, abordant l'archéologie des médias, la sémiologie, l'épistémologie tout en gardant sa rigueur d'historien dans son rapports aux sources. Concernant son statut, Valérie Schafer se considère plutôt chercheuse qu'historienne et s'interroge sur cette étiquette d'historien, titre qu'elle préfère réserver à ceux qui ont

marqué la discipline. Elle se questionne sur l'évolution du métier dans le futur, notamment sur les sources numériques. A titre personnel, elle ressent une plus grande utilité sur le plan social en dispensant des unités d'enseignement, c'est pourquoi elle a repris des séminaires sur les TIC. Elle collabore à différents projets de recherche: pour l'ANR Web années 90, Archives sauvegarde attentats Paris (ASAP), avec le groupe de recherche européen RESAW, et dirige le pôle Trajectoires du numérique dans son institut.

Entretien n° : **5205**

Nicolas Mathieu, professeur d'université en histoire romaine à Grenoble Alpes, raconte son parcours d'enseignant-chercheur et sa passion pour la transmission
témoin : Mathieu, Nicolas ; enquêtrice : Granet Anne-Marie
Enregistré le 10/10/2016 à Grenoble (durée : 58 min).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.
Suite à une formation initiale en lettres classiques, Nicolas Mathieu, passionné d'Antiquité, est incité pendant sa prépa, par un jeune professeur agrégé d'histoire à s'orienter vers des études d'histoire ancienne. Alors en hypokhâgne à Jules Ferry à Paris, il s'inscrit parallèlement aux cours d'histoire romaine à la Sorbonne, et passe une licence spécialisée en épigraphie auprès d'André Chastagnol. Appréciant plus largement l'histoire et la géographie, il est attiré à ouvrir ces disciplines vers un plus large public. Il se tourne alors naturellement vers la pédagogie et obtient le Capes puis l'agrégation. Tout en enseignant dans le secondaire dans le département de la Sarthe, il prépare sa thèse, en suivant les séminaires de Marcel Le Glay et André Chastagnol à Paris, il y rencontre tous les épigraphistes. En 1992, il soutient sa thèse sur la prosopographie, qui sera publiée quelques années plus tard. De 1995 à 2007, il est maître de conférences à l'Université de Rennes 2, et encadre de nombreux travaux universitaires et mémoires de maîtrise. Près des jeunes étudiants, il est confronté à des cultures très diversifiés, cette expérience pédagogique se révèle réellement stimulante pour l'historien. Il envisage alors son habilitation à diriger la recherche sous le parrainage d'un historien épigraphiste, Patrick Le Roux. L'habilitation est l'occasion pour Nicolas Mathieu d'élargir, de renouveler ses propres recherches ou de proposer des nouvelles problématiques à traiter. Il choisit le thème de la parentalité qui lui permet d'avoir une approche anthropologique. Il envisage dès le début de son étude, la publication de ce mémoire. Il souhaite porter un regard croiser entre l'histoire et l'archéologie et travaille sur la relation entre le texte et l'image, les sources littéraires, épigraphiques et iconographiques. Il parfait sa formation d'épigraphiste et intègre l'unité de recherche de l'Année épigraphique. Lié aux travaux de Pierre Brulé sur le corps, il collabore actuellement sur un dictionnaire du corps. Mais il ressent l'ego-histoire comme un exercice artificiel. Il l'articule alors autour d'une question, d'une enquête, au sens premier du terme, en mettant en avant les rencontres personnelles, intellectuelles et le goût de transmettre dans son parcours d'historien. Depuis 2007, il est professeur d'université d'histoire ancienne à l'université de Grenoble-Alpes et reconnaît que l'habilitation a permis de donner un sens, une unité à son travail.

Entretien n° : **5206**

Maurice Carrez, professeur d'université en histoire contemporaine à Strasbourg, spécialiste de la Finlande et de l'aire baltique, raconte son parcours de chercheur et pédagogue
témoin : Carrez, Maurice ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie
Enregistré le 6/1/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 19min).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.
Issu d'une famille de militants communistes, né d'un père français et d'une mère finnoise, Maurice Carrez vit sa petite enfance en Finlande alors que son père est appelé du contingent

lors de la guerre d'Algérie. De retour au pays, il passe sa jeunesse dans un village proche de Pontarlier, au contact direct de la terre et de ses gens. Malgré son fort désir de devenir paysan, ses parents lui conseillent de poursuivre ses études. Il va au lycée à Besançon où il passe un bac scientifique (mathématiques et physique), mais porte dès cette période un très grand intérêt à l'Histoire. Passionné de sport, il pratique l'athlétisme puis le rugby en club. En hypokhâgne au Lycée du Parc à Lyon, Il se souvient avec plaisir de ces années d'études, des belles rencontres qu'il y a faites. Il continue par ailleurs à pratiquer rugby au CA Pontarlier. Restant jusqu'ici en retrait du politique, ces camarades l'entraînent à rejoindre l'Union des étudiants communistes. Admissible deux fois à l'ENS Ulm, il fait une troisième année de khâgne et s'inscrit parallèlement en maîtrise où il travaille sous la direction d'Yves Lequin sur les structures familiales des canuts de la Croix-Rousse. Entré en 1977 Rue d'Ulm (ENS de Paris), il passe dès la deuxième année l'agrégation, tout en menant une activité sportive et politique soutenue. Il se marie en 1979 avec une payse, et s'inscrit la même année dans un DEA de sociologie et d'histoire à Paris VII avec Michelle Perrot ; son sujet porte sur le mouvement ouvrier finlandais des origines à la guerre civile de 1918. Ces travaux confirment son goût pour la recherche et lui permettent de s'y perfectionner. Au contact de Jean-Jacques Fol, grand spécialiste d'histoire finlandaise et nordique, Maurice Carrez intègre le CIREN (Centre Interdisciplinaire de Recherches sur l'Europe du Nord). Il part ensuite au service militaire où un général lui demande de travailler pour lui aux Archives de Vincennes. A son retour, il enseigne dans son ancien lycée à Besançon, puis en collège à Vesoul et Pont-de-Roide avant d'obtenir un poste en lycée à Pontarlier puis de nouveau à Besançon. Chargé en outre de cours à Paris VII puis à l'Université de Franche-Comté, il travaille en parallèle avec Jean-Jacques Fol à une thèse sur la classe ouvrière finlandaise qu'il soutient en 1987. Il est élu en juin 1993 comme MCF à l'Université de Bourgogne. Dans le cadre de l'UMR 5605 Georges Chevrier, il dirige le séminaire "éducation et formation en milieu populaire en Europe" et se lance dans la préparation d'une HDR avec Serge Wolikow comme garant ; son mémoire inédit sur Otto Wilhelm Kuusinen est édité en intégralité dans la Collection Méridiennes des presses universitaires du Mirail en 2008. Il est également pendant dix ans coordonnateur de la préparation du Capes à l'IUFM de Bourgogne ainsi que de celle du PLP2 et de l'agrégation à l'université de Bourgogne. À partir de 2003, on lui confie la direction scientifique de la Revue d'histoire Nordique ce qui lui permet d'élargir son réseau professionnel. Après son HDR, il postule dans différentes universités et obtient un poste de professeur d'histoire contemporaine en 2009 à l'Université de Strasbourg (Institut des Hautes Études Européennes et Institut d'Études Politiques), ce qui lui permet d'accéder à de nombreuses responsabilités. Il devient à son tour directeur ou rapporteur pour d'autres thèses et HDR, préside durant deux ans le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18), et en 2014 est nommé délégué scientifique auprès du HCERES. Malgré les aléas de la vie, Maurice Carrez, luthérien pratiquant, souligne qu'il ne s'est jamais laissé décourager face aux difficultés familiales (sa première femme est décédée brutalement), financières ou professionnelles. Aujourd'hui, ses travaux et publications lui permettent d'atteindre une certaine reconnaissance, y compris internationale.

Entretien n° : **5207**

Anne-Marie Granet professeure à l'Université Grenoble-Alpes et directrice déléguée du LARHRA sur son parcours d'enseignant-chercheur et d'historienne du social (deuxième partie de l'entretien)

témoin : Granet Anne-Marie ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 25/2/2016 à Aix-en-Provence (durée : 52min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Suite à son premier entretien, Anne-Marie Granet-Abisset évoque les projets internationaux sur lesquels elle a travaillé : ses travaux sur la question des mémoires des communautés

émigrées, les risques naturels, sa collaboration avec le Musée dauphinois, et le Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon et surtout celui de Grenoble. Elle parle aussi des recherches sur les sociétés de montagnes, notamment avec l'Association Internationale pour l'Histoire des Alpes (AIHA), où elle collabore régulièrement avec Luigi Lorenzetti. Elle revient aussi sur son expérience avec une entreprise privée. Commanditée pour travailler sur l'histoire d'une entreprise familiale, elle y consacre 3 ans de recherche, mais ne pourra cependant rien publier en France, puisque ses résultats vont à l'encontre des attentes de cette société. Après avoir croisé les sources orales, écrites et les images, notamment la photo, elle s'est intéressée à la télévision. Elle se rend régulièrement à l'INAthèque de Paris pour les programmes de recherches notamment sur les risques. Elle continue de collecter les entretiens, veillant à diversifier le profil de ses informateurs pour dégager la complexité de nos sociétés et remettre en cause les stéréotypes. A l'université, elle encadre déjà les travaux de master avant d'envisager une habilitation à diriger des recherches. Sous les conseils de son tuteur de thèse, Philippe Joutard, elle choisit alors l'historien spécialiste des relations internationales, Robert Franck comme garant. Elle a choisi non pas de faire une nouvelle thèse mais de réaliser un mémoire inédit qui rassemble en les problématisant l'ensemble des travaux et réflexions autour de la fabrique du récit sur les sociétés de montagne avec une seconde partie plus prospective pour des nouvelles questions pensées pour être traitées par de futurs doctorants. C'est d'ailleurs l'intérêt à travailler sur des nouvelles pistes de recherche avec les étudiants qui motive l'historienne pour faire une HDR. Elle traite rapidement l'ego-histoire, qu'elle considère avec peu d'intérêt. Commencé en 1999, elle continue durant toute la préparation de son HDR à organiser des colloques, séminaires avec un enseignement en service plein. En 2002, elle soutient son dossier d'habilitation à Paris 1 Sorbonne, mais reconnaît que cela a été une épreuve difficile, alors qu'elle avait des soucis personnels. Avec une petite équipe d'historiens de Grenoble, elle contribue à monter en 2003 le laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA) qui compte aujourd'hui 25 personnes à Grenoble et 90 entre Lyon et Grenoble. Concernant son parcours, elle reconnaît que l'étiquette d'historienne de l'oral lui a causé des problèmes de légitimité et qu'il faut régulièrement se battre pour faire reconnaître la recherche dans ce domaine, mais ne regrette pas ses choix. Travaillant le plus souvent en interdisciplinarité, elle s'identifie comme chercheure en histoire sociale et culturelle, ou en histoire anthropologique. Elle évoque pour finir avec émotion la musique, qui joue un rôle essentiel dans sa vie et confie qu'elle aurait souhaité, si elle avait pu et eu les compétences pour un autre métier, plus qu'en amateur aujourd'hui, être violoncelliste professionnelle dans un orchestre.

Entretien n° : **5252**

Emmanuelle Chapron, spécialiste de l'histoire des pratiques savantes et du livre à l'époque moderne, raconte à travers son parcours professionnel, son amour pour les livres et les bibliothèques et sa passion pour son métier d'historienne

témoin : Chapron, Emmanuelle ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 16/3/2017 à Aix-en-Provence (durée : 57min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat signé avec le témoin permet l'écoute en ligne, http://multimedia.mmsh.univ-aix.fr/phonotheque-5252.

Emmanuelle Chapron grandit au milieu des livres et se passionne dès son plus jeune âge pour la littérature. Elle suit d'abord une classe préparatoire littéraire, avant de s'orienter finalement vers une agrégation d'histoire. Elle évoque les cours d'histoire moderne de Claude Michaud et Olivier Chaline, la fréquentation du site Richelieu et son travail sur les Habsbourg. Son amour des livres et des bibliothèques aiguille ses sujets d'études. Elève de la rue d'Ulm, elle a la possibilité de partir un an à la Scuola normale superiore de Pise. Le séjour italien lui apporte une double immersion, à la fois linguistique et culturelle, mais aussi

la découverte du monde des archives. Elle rentre de Florence avec son DEA sous le bras et soutient son mémoire sous la direction de Claude Michaud. Sur ces conseils, elle s'adresse à Jean Boutier, directeur d'études à l'EHESS de Marseille, pour sa thèse sur la politique culturelle et pratiques du livre à Florence. Au début des années 2000, elle s'installe à Aix-en-Provence, où elle dispense des cours à l'université en tant qu'allocataire monitrice normalienne, tout en continuant pour sa recherche les aller-retour en Italie. L'historienne se rappelle avec plaisir ces années, mais mentionne également un environnement peu socialisant. Après la soutenance de sa thèse, elle est nommée en 2005, maître de conférence à l'Université d'Aix-Marseille, et devient co-responsable du nouveau master professionnel "Métiers des archives et des bibliothèques". En 2007, l'historien Gabriel Audisio, la sollicite pour travailler sur le fonds Jean François Séguier. La jeune chercheure poursuit alors les recherches sur cet érudit nîmois, étude initiée quelques années auparavant par le spécialiste de l'Ancien Régime, Daniel Roche. Elle participe au comité de recherche international Séguier auprès de Gabriel Audisio et Brigitte Marin et collabore avec François Pugnière sur les fonds d'archives. Elle est chargée de l'édition électronique de la correspondance du savant, ainsi que de l'administration du carnet de recherche. Malgré cette expérience, elle ne se considère pas proche des humanités numériques, elle aborde le numérique plus comme une instrumentation qu'une épistémologie. En 2008, elle déménage à Paris. La fréquentation des Archives nationales et de la BnF lui permet d'élargir son réseau professionnel. Elle continue de travailler sur les bibliothèques, et souligne la faible présence de leur usage dans l'ego-histoire, hormis chez les médiévistes. A l'Ecole pratique des hautes études, où elle est chargée de conférences sur l'histoire et civilisation du livre, elle trouve un soutien auprès de l'historien du livre, Frédéric Barbier. En 2012, alors élue membre de l'Institut universitaire de France pour 5 ans, elle se lance dans de nouveaux travaux. Sa recherche porte sur trois axes : le livre en situation scolaire, l'économie des livres (le libraire l'imprimeur, et la circulation), et l'écriture des livres (l'histoire des auteurs et de la lecture). Pour son étude, elle parcourt de nombreuses Archives départementales (Nancy, Metz, Lyon, Grenoble, Avignon, Orléans…). L'historienne peut dans ces conditions concevoir son mémoire comme un ouvrage original inédit. Déjà bien entourée, et soumettant régulièrement ses travaux à débat, notamment lors des conférences, elle ne contacte son garant, Bruno Belhoste, qu'un an avant la soutenance. Elle soutient son habilitation en novembre 2016, son dossier « Travailler avec les livres, XVIIIe-XXIe siècle» contient un mémoire inédit "Composer des bibliothèques pour la jeunesse. Catégories éditoriales et ordre des livres au XVIIIe siècle". Actuellement, Emmanuelle Chapron ne considère pas que l'habilitation ait changé quelque chose, mais note que la "sanctuarisation" nécessaire à l'écriture d'une habilitation à diriger la recherche, contraint les chercheurs à refuser de nouveaux projets. Elle confie que les échanges interdisciplinaires lui ont beaucoup apporté, notamment sur les questions méthodologiques. Pour conclure, l'historienne confirme sa vocation, sa passion du métier, pour la recherche et l'enseignement.

Entretien n° : **5253**

Jean-Luc Arnaud, architecte, historien et directeur de recherche au CNRS raconte son parcours atypique et ses expériences professionnelles

témoin : Arnaud, Jean-Luc ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 15/3/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 41min).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat signé avec le témoin permet l'écoute en ligne d'un fichier public (réécoute du fichier, et accord du témoin après coupure de certaines parties)., https://www.nakala.fr/nakala/data/11280/0486d821

Jean-Luc Arnaud ne se destinait pas à devenir historien. Après ses années de lycée, il est admis à l'école Boulle pour se former aux métiers de l'ameublement et au design. Lors des deux dernières années de ce cursus, il entame parallèlement des études d'architecture et d'urbanisme à Versailles. Jean-Charles Depaule, chercheur en sociologie urbaine, spécialiste

des villes de l'Orient arabe et enseignant de l'école, le sollicite rapidement comme assistant de recherche. Durant sa formation, l'étudiant en architecture participe à des ateliers au Caire et à Istanbul. Il y fait la connaissance de l'historien, spécialiste de la Méditerranée, Robert Ilbert. D'abord tenté d'étudier l'architecture de Paris, on lui propose une bourse pour faire son mémoire de fin d'études en Egypte. Après hésitation, Le Caire lui apparaît comme un bon sujet de recherche, car la ville se construit très vite à cette époque, l'observation et l'étude en sont facilitées, permettant aussi d'analyser des problématiques européennes. Cependant, une réforme des diplômes des écoles d'architecture supprime les travaux de mémoires du cursus. J.-L. Arnaud réoriente alors sa recherche pour contribuer à la préparation d'un ouvrage de J.-C. Depaule, A travers le mur, sur les pratiques de l'habitat dans les villes du monde arabe. Il obtient ensuite un certificat d'études approfondies en architecture et un DESS d'urbanisme en travaillant sur l'iconographie des villes de l'Orient auprès de l'architecte et urbaniste, Philippe Panerai. Diplômé, l'architecte est recruté au centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales du Caire (CEDEJ) du Caire comme responsable à l'observatoire urbain du Caire contemporain. Il y rencontre les nombreux chercheurs, pas seulement sur le monde arabe qui sont invités à participer aux séminaires, colloques et journées d'études organisés par le CEDEJ. Après 4 années à l'observatoire, il devient chercheur au CEDEJ, obtient une équivalence de son DESS pour s'inscrire en thèse à l'université de Provence sous la direction d'André Raymond et de R. Ilbert ; il soutiendra en 1993. A Beyrouth, il travaille pendant trois ans comme chercheur au centre de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), tout en enseignant à l'académie libanaise des Beaux-Arts de Beyrouth où il encadre plusieurs DESS. Il collabore aussi aux projets de recherche sur les mégapoles méditerranéennes avec l'Ecole française de Rome. En 1996, il est reçu au CNRS – section 39 – et intègre à Aix-en-Provence l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) comme chargé de recherche. Il est ensuite affecté à Tunis, à l'institut de recherches sur le Maghreb contemporain (IRMC) pendant quatre ans, il y dispense des cours à l'université de Manouba et à Tunis 1. Avec Maurice Aymard, spécialiste de l'histoire économique et sociale à l'époque moderne comme garant, il rédige son habilitation à diriger les recherches (HDR) qu'il soutiendra en 2006, au retour de Tunis. Son mémoire est consacré à la modernisation des grandes villes ottomanes, tandis que l'égo-histoire lui permet de mettre en avant sa formation à l'école Boulle. Alors qu'il est encore en poste à Tunis, suite à une réunion organisée à la MMSH par Catherine Virlouvet, R. Ilbert lui demande de réfléchir à un outil de valorisation du patrimoine cartographique conservé dans les centres français de recherche des pays de Méditerranée. Mais les collections s'avèrent très lacunaires, J.-L. Arnaud élargit alors son réseau à la Bibliothèque nationale de France et à l'Institut géographique national. Il découvre l'univers de la bibliothéconomie et du web, mais évoque le manque de valorisation et traitement documentaire des fonds cartographiques par les bibliothèques. Les premiers travaux donnent lieu au site web Cartomed. Puis, via un financement tripartite, au portail CartoMundi – Valorisation en ligne du patrimoine cartographique. J.-L. Arnaud confie dans l'entretien qu'il n'a pas planifié sa carrière, qu'il a changé plusieurs fois d'orientation, mais toujours dans des domaines proches, se laissant guider par les rencontres et les opportunités professionnelles. De par sa formation, il estime dessiner plus facilement qu'il n'écrit et continue aujourd'hui à dessiner du mobilier. Il admire le savoir-faire des forgerons du Yémen et d'Alep, comme celui des éclairagistes de cinéma.

Entretien n° : **5254**

François Cochet, historien spécialiste de la mémoire des guerres et de l'expérience combattante, revient sur son parcours professionnel en évoquant ses axes de recherche, les amitiés et les débats méthodologiques ou historiographiques

témoin : Cochet, François ; enquêtrice : Granet Anne-Marie

Enregistré le 8/2/2017 à Paris (durée : 1 h 26 min).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.
Grâce à des enseignants marquants, comme Maurice Vaïsse, François Cochet apprécie dès le secondaire l'histoire. Jusqu'en troisième, il aspire à rentrer à l'école de Saint Cyr, or, les événements de 68 et l'adolescence le rapprochent un temps du mouvement gauchiste. Plutôt littéraire, il obtient avec difficulté son bac scientifique. Après son diplôme, il est admis à la fois en pharmacie et en hypokhâgne à Reims, il se plaît en classe préparatoire et décide de poursuivre alors dans cette voie. Admissible à l'Ecole Normale Supérieure de Saint Cloud, il échoue faute de préparation aux oraux. Il envisage une carrière d'enseignant du secondaire et s'inscrit à l'institut de préparation aux enseignements de second degré et réussi sa maîtrise d'histoire à Reims, où il retrouve son professeur Maurice Vaïsse. En 1978, il obtient l'agrégation d'histoire, la même année que son stage de Capes. Envoyé en collège devant des élèves en échec scolaire dans des classes pré-professionnelles de niveau, cette expérience qu'il qualifie de « douche froide » le décide à revoir ses ambitions et envisager une thèse de troisième cycle. Les bombardements allemands de la Grande Guerre ayant rythmé les récits de son enfance, il choisit un sujet portant sur la mémoire de cette période. Intéressé aussi par le nouveau courant d'histoire orale, il aborde son étude sous la direction de Michèle Perrot avec une approche comparative des sources orales et écrites du conflit. A la suite de sa soutenance, il postule comme maître assistant, mais Jean-Jacques Becker alors rapporteur, lui fait comprendre qu'il ne sera pas qualifié. Sous les conseils de Maurice Vaïsse, il entame alors une deuxième thèse de doctorat nouveau régime en travaillant de manière plus académique, avec des matériaux traditionnels, mais en continuant les entretiens. Son étude traite cette fois du retour et de la réinsertion des rapatriés de guerre en Champagne-Ardenne après 1945, thèse qu'il soutiendra devant Jean-Jacques Becker en 1989. A 34 ans, l'historien est donc titulaire de deux thèses, et toujours agrégé du secondaire. Il a enseigné dans trois établissements, en collège et lycées techniques. Avec soulagement, il est élu en 1989 PRAG à l'Université de Reims, puis maître de conférence trois ans plus tard. En rapport à ses travaux d'études, il publie deux ouvrages pour le grand public, mais se confronte à nouveau à la critique de Becker qui lui reproche d'avoir interviewé des personnes très âgées, et selon lui peu fiables. François Cochet se lance ensuite dans une procédure d'HDR, il soutient son mémoire « Guerres et mémoires des guerres » en 1996, racontant dans son égo-histoire la difficulté à faire accepter le travail sur les sources orales parmi ses pairs. Après plusieurs candidatures, il est élu à Limoges en 2000 et continue l'étude sur les guerres mondiales. Il travaille avec le centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane, où il met en place un prix d'histoire pour les étudiants. Il souhaite aussi étudier les maquis du Limousin, mais renonce voyant que la mémoire communiste est inattaquable. L'historien note que la situation s'est depuis débloquée, mais ce fût l'une des raisons pour demander sa mutation à Metz en 2002, où il a fait sa carrière depuis. Il élargit alors ses champs de recherche et travaille en binôme avec Olivier Dard sur l'histoire politique et militaire. Parmi ses étudiants, il suit aussi plusieurs élèves officiers. A la Maison des Sciences de l'Homme de Lorraine, il dirige le programme pluridisciplinaire EXEPECOM (« Expérience et culture du combat, mémoire des combattants XIXe-XXIe siècles »), en partenariat avec de nombreuses universités (Écoles militaires de St-Cyr, ENS Cachan, l'Université de Montpellier, Liège, Bündeswehr...). Il évoque dans son entretien son point de vue d'historien sur le sujet des commémorations et des reconstitutions. Membre du Conseil Scientifique national de la Mission du centenaire de la Grande Guerre, François Cochet participe au débat national, et souligne son indépendance face aux batailles historiographiques. Traité parfois d'anticonformiste, il raconte en outre l'appropriation de thème de recherche chez certains confrères ou la difficulté à faire accepter la source orale au sein de cette discipline. Pour conclure, l'historien confie qu'il est plus un homme d'amitié que de réseau, et qu'au-delà de la critique et des déceptions

professionnelles, ne regrette pas pour autant d'avoir fait une carrière universitaire plutôt que militaire.

Entretien n° : **5255**

Stéphane Gal, maître de conférences HDR en histoire moderne à Université Grenoble Alpes, revient sur sa passion pour l'enseignement et la période des guerres de religion

témoin : Gal, Stéphane ; enquêtrice : Granet Anne-Marie

Enregistré le 30/1/2017 à Grenoble (durée : 58min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Stéphane Gal, né d'une famille savoyarde, s'initie à l'histoire à travers les objets et récits du passé, contés lors des veillées ou visites aux anciens de la famille. Au lycée, son professeur d'histoire, Serge Kattel, éveille en lui une passion pour l'enseignement. Il décide donc après le bac, d'étudier l'histoire dans une grande ville, et s'inscrit à l'Université Jean Moulin à Lyon. L'université lui ouvre de nombreuses perspectives, il fait d'abord une maîtrise en histoire contemporaine sur les missionnaires de St François de Salle à Visakhapatnam aux Indes, avec Claude Prudhomme. Il explique que le travail paléographique sur ces correspondances le conduira un peu plus tard vers l'histoire moderne. Il obtient en 1992, à la fois le Capes et l'agrégation d'histoire, mais fait son service militaire, avant de partir en stage à l'IUFM de Grenoble. Il est ensuite muté dans un lycée à Pont-de-Chéruy, en zone d'éducation prioritaire, période dont il garde un très bon souvenir. Il découvre la recherche durant son DEA, où il étudie le miracle au XVIIe siècle, sous la direction de l'historien Denis Crouzet, de Lyon 3. A partir de 1994, le jeune enseignant est parallèlement chargé de cours à l'université de Grenoble 2, puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche auprès de René Favier, spécialiste d'histoire urbaine de la France d'Ancien Régime. Avec ce dernier, il prépare son doctorat et travaille cinq ans sur les guerres de religions. Il soutient sa thèse « Grenoble au temps de la Ligue : étude politique, sociale et religieuse d'une cité en crise » en 2000. Après son doctorat, il est nommé maître de conférences d'histoire moderne à Grenoble. A l'université, il s'investit dans les projets d'accompagnement des étudiants, comme le « plan réussite licence », participe activement à l'UFR et devient directeur adjoint du département. En 2011, il soutient à Paris IV son habilitation à diriger des recherches, Vies, cultures et sociétés en temps de guerre au XVIe siècle et au premier XVIIe siècle : France-Dauphiné-Savoie-Piémont avec Denis Crouzet comme référent. Il se plait à écrire l'ego-histoire qu'il perçoit comme un exercice introspectif à la Montaigne, mais témoigne dans l'entretien d'une incompréhension face au dysfonctionnement du système universitaire, puisqu'il est aujourd'hui encore sur un poste de maître de conférence HDR qualifié. Pour ses recherches, il travaille sur plusieurs personnalités politiques de la région comme Louis Revol, Ennemond Rabot d'Illins, le duc François de Bonne Lesdiguières, ou encore Charles Emmanuel I, qui font l'objet de publication individuelle ou collective. A travers ces biographies, l'historien évoque sa passion pour la période des guerres de religion, époque de confusion qui lui permet d'étudier des personnages riches et complexes, en soulevant des questions d'identités et de territoires. Membre du laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA), il pilote actuellement dans le cadre du Labex « Innovation de Territoire de Montagnes » (ITEM) le projet TéLiMep : Territorialité, Liminalité et Métropolisation Périphériques, programme de recherche visant à analyser sur un temps long et de manière pluridisciplinaire, les transformations de la montagne autour des dynamiques territoriales et des processus d'identités montagnardes. L'historien nous parle aussi avec enthousiasme des projets patrimoniaux qu'il conduit avec des acteurs du territoires, auprès d'associations et dans des musées, et défend le rôle des chercheurs dans la médiation scientifique. Pour finir l'entretien, Stéphane Gal répond qu'heureusement il n'a pas fait de carrière militaire, quand bien même il y avait songé. S'il n'avait pas été historien, il aurait peut-être été musicien ou moine.

Entretien n° : **5256**

Patrick Garcia, professeur d'histoire à l'ESPE de l'académie de Versailles et chercheur associé à l'Institut d'Histoire du temps présent, revient sur son itinéraire, ses axes de recherche et son rapport au politique

témoin : Garcia, Patrick ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie
Enregistré le 24/3/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 41min).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Patrick Garcia débute l'entretien en expliquant que son rapport à l'histoire est conditionné par son rapport au politique. Il évoque d'abord son environnement familial. Un père émigré, ancien combattant, et côté maternel, des militants communistes. Repéré au secondaire, comme un élève brillant, il cite les enseignants marquants qui développent son goût pour le débat, l'histoire et la philosophie durant ses années lycéennes à Carcassonne. Il intègre les classes préparatoires à Toulouse, mais ses résultats le poussent davantage vers l'histoire que la philosophie. Porté par les lectures marxistes, il prend part très tôt aux mouvements lycéens et étudiants. Cette activité militante prendra une place primordiale durant ses études supérieures, puisqu'il deviendra en 1981 secrétaire des étudiants communistes. S'il est peu assidu en cours, ses professeurs reconnaissent la qualité de son travail. Il envisage un temps de s'orienter vers le journalisme, mais après un temps de réflexion, poursuit finalement ses études. Il valide donc une licence, puis une maîtrise d'histoire à l'Université Toulouse-le-Mirail. Encouragé par son professeur Jean Leduc, il prépare l'agrégation. Admissible dans les premiers à l'écrit, il échoue à l'oral, tombant sur un sujet qu'il ne connaissait pas. Il souhaite avant tout obtenir l'agrégation et faire une thèse pour enseigner dans le supérieur, il néglige donc le Capes. Il suit alors une année durant les cours de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud en auditeur libre, et obtient l'agrégation l'année suivante. Pour son mémoire de DEA, Patrick Garcia étudie les commémorations de la Révolution Française sous la direction de Michel Vovelle, mémoire qu'il soutiendra en 1987. Alors qu'il enseigne dans le secondaire à Chambéry, il découvre grâce au géographe et co-fondateur, Jacques Lévy, la publication Espaces-Temps, revue qu'il animera durant quelques années. A l'occasion du bicentenaire, il mène avec d'autres chercheurs, une série d'entretiens sur la perception contemporaine de la révolution française. Leur analyse fera l'objet d'un ouvrage collectif, Révolutions, suites et fins. Dans l'entretien, il confie que cette expérience l'éloignera de l'idéologie marxiste et communiste. Après le bicentenaire, il poursuit des recherches sur l'appropriation de la commémoration pour son doctorat. Outre ses propres sources, il hérite fortuitement d'un fonds, collecté par une sociologue. Il soutient sa thèse, toujours sous la direction de Vovelle, en 1994. Ces travaux seront publiés en 2000 sous le titre, Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration aux Editions du CNRS. Chercheur associé à l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP), il travaille sur l'historiographie et l'épistémologie de l'histoire, où il écrit régulièrement à plusieurs mains avec François Dosse et Christian Delacroix. Durant l'entretien, Patrick Garcia confie que dans son rapport à l'écriture, c'est la réflexion qui lui coûte parfois du temps. Pour l'habilitation à diriger la recherche (HDR), il renonce à travailler sur l'historiographie de la Révolution française, et revient à la politique. D'abord, il étudie les symboles de la République à travers les panthéonisations d'André Malraux et d'Alexandre Dumas, puis se penche sur le rapport entre l'histoire et les présidents de la Vème République. En 2011, il soutient son HDR à l'Université de Paris 1, Grammaires de l'incarnation. Les présidents de la République française et l'histoire (1958-2007). Son mémoire est édité aux Publications de la Sorbonne en 2014 sous le titre, Les présents de l'historien. Il coordonne aujourd'hui le projet ANR Histinéraires, « La fabrique de l'histoire telle qu'elle se raconte » qui collecte les mémoires de synthèse des activités scientifiques de ces HDR pour étudier la communauté historienne contemporaine. En 1992, il entre d'abord comme attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'IUFM de Versailles, avant d'être nommé maître de

conférence, puis professeur. Il occupe actuellement le poste de responsable du département d'histoire-géographie. Depuis 1997, il enseigne aussi à l'Institut des sciences politiques de Paris. A la dernière question de l'entretien, Patrick Garcia répond qu'il voulait être Président de la République quand il était petit, ou chercheur dans les Montagnes Rouges. Plus tard, il a songé à la politique, la philosophie ou le journalisme. Aujourd'hui, heureux d'être historien, il ajoute qu'il n'aurait pas souhaité faire de la recherche à temps plein, l'enseignement étant un élément fondamental pour lui.

Entretien n° : **5278**

Karima Dirèche directrice de recherche au CNRS, spécialisée dans l'histoire contemporaine du Maghreb, revient sur son parcours professionnel et ses axes de recherche

témoin : Direche, Karima ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 18/4/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 38min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Karima Dirèche raconte dans cet entretien qu'elle est née en Algérie dans une famille kabyle modeste. A Alger, sa mère institutrice choisit d'inscrire ses filles au lycée français plutôt que dans le système scolaire algérien. La jeune fille grandit dans un milieu trilingue, où l'on parle aussi bien le français, le berbère, que l'arabe. A 15 ans, avec ses sœurs et sa mère, elle s'installe à Marseille. Après un baccalauréat littéraire, elle hésite entre plusieurs filières. Mais, c'est sans doute le sentiment qu'elle a depuis l'enfance d'appartenir à un emboîtement temporel qui l'oriente vers un double DEUG d'histoire et de philosophie. De ses années universitaires, la chercheure raconte qu'elle fût plus enthousiasmée par l'enseignement de l'histoire ancienne que contemporaine, vers laquelle elle s'orientera pourtant. Tout en travaillant dans l'enseignement secondaire, elle poursuit son cursus en histoire à l'Université de Provence avec une licence, une maîtrise puis un diplôme d'études approfondies. Dès la maîtrise, elle oriente ses recherches vers le Maghreb, sur l'évangélisation en Afrique par la congrégation des sœurs blanches. Pour son DEA, elle continue sur ces problématiques et suit le nouveau double cursus proposé en sciences politiques et civilisation, concomitant à l'ouverture de l'Observatoire du Religieux à Aix-en-Provence. Elle obtient ensuite une allocation de recherche pour faire son doctorat, et s'intéresse à la question de l'émigration kabyle en France, bénéficiant à l'occasion d'une double direction du linguiste berbère, Salem Chaker et de l'historien spécialiste des migrations, Emile Témime. Elle soutient sa thèse en 1992 puis passe les concours, le Capes d'histoire géographie puis l'agrégation d'histoire. Alors qu'elle va enseigner dans les collèges et lycées dans les quartiers nord de Marseille durant 15 ans, elle continue la recherche. Elle analyse d'autres formes de migrations et publie avec Fabienne Le Houerrou, historienne et cinéaste à l'Iremam, un livre sur l'émigration comorienne. En 2005, après plusieurs tentatives, elle obtient enfin un poste de chercheur au CNRS et intègre le laboratoire Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale, Méditerranée (TELEMME), à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence. A la suite, elle part travailler 5 ans au Maroc, d'abord au centre Jacques Berque, puis à Sciences Po à Rabat, comme directrice des études. Elle monte avec Frédéric Abécassis, un confrère du Laboratoire de Recherche Histoire en Rhône-Alpes (LARHRA), un colloque suscitant sur place de vifs débats, autour de la migration des juifs et musulmans au Maghreb, et qui fera ensuite l'objet d'un ouvrage commun : La bienvenue et l'adieu. Par ailleurs, elle prépare son habilitation à diriger des recherches, et confie dans l'entretien, avoir abordé avec beaucoup de prudence l'ego-histoire. Elle reconnaît certes l'utilité d'une démarche introspective chez l'historien, puisqu'elle a elle-même mis à jour des dynamiques sous-jacentes qui motivaient ses axes de recherches. Mais selon l'historienne, cet exercice, dans un cadre académique inciterait les chercheurs à trouver sur l'ensemble des travaux scientifiques une cohérence parfois artificielle, à l'instar d'un montage cinématographique.

Elle préfère donc se pencher davantage sur l'écriture de l'ouvrage inédit, une critique historiographique du récit national en Algérie. Après avoir proposé son dossier à l'EHESS, c'est finalement à l'université d'Aix-en-Provence auprès de Jean-Marie Guillon, comme référent, qu'elle présente en 2012 son HDR, sous le titre : Ecrire l'histoire et fabriquer du sens, enjeu mémoriel et affirmation identitaire dans l'Algérie post-indépendante, depuis 1962. Depuis 2013, elle est directrice de l'Institut de Recherche du Maghreb Contemporain (IRMC) à Tunis, et se plaît à l'organisation de la recherche et aux montages institutionnels des partenariats. Elle évoque à travers l'interdisciplinarité, la mutualisation des compétences, et défend une histoire contemporaine ouverte à la politique, l'anthropologie, l'économie, mais aussi à la sociologie des médias ou l'écologie. Si elle a été assez isolée durant ses études, elle a depuis élargi son réseau, et participe aujourd'hui à plusieurs conseils administratifs ou scientifiques, comme par exemple à l'Institut d'Études Avancées de Nantes. Elle explique avoir toujours été poussée par une curiosité intellectuelle, et parfois une intuition vers des sujets en marge, peu traités, car souvent considérés par ces collègues comme des épiphénomènes. Désormais, elle apporte à son tour un soutien à des projets de recherche, notamment pour des sujets sensibles, comme l'homosexualité au Maghreb, et suit actuellement des thèses sur les questions berbères, de genre, ou d'intimité et de violence politique au Maghreb. A la question finale de l'entretien d'exercer un tout autre métier, l'historienne répond que, jurée aux assises il y a quelques années, elle regrette de ne pas avoir fait de droit, filière qu'elle avait d'ailleurs envisagée après le lycée.

Entretien n° : **5280**

Pierre Judet, professeur en Histoire contemporaine à l'Université Grenoble Alpes revient sur son parcours et ses axes de recherches

Témoin : Judet, Pierre ; intervenants : Granet Anne-Marie et Garcia, Patrick ; interventions : étudiants de master d'histoire, Université de Grenoble

Enregistré le 25/3/2016 à Grenoble (durée : 1h 33min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Tout d'abord, Anne-Marie Granet et Patrick Garcia présentent les principaux axes du programme « La fabrique telle qu'elle se raconte » de l'ANR Histinéraires, et le séminaire « L'écriture de soi des historiens » et expliquent sa genèse liée à l'ouvrage de Pierre Nora sur les récits de vie de chercheurs. Anne-Marie Granet souligne que l'ego-histoire implique une démarche assez inhabituelle pour les historiens, à savoir une réflexion sur soi et sur son parcours de chercheur. Elle présente ensuite la séance du jour intitulée " De l'histoire économique à l'histoire environnementale." Pierre Judet professeur en Histoire contemporaine à l'Université Grenoble Alpes, membre du Larhra depuis son origine, se livre à un questionnement sur son parcours, qu'il appuie avec un diaporama. Son intervention débute par une double référence à l'actualité qui illustre une nécessité de retour au local dans l'appréhension de l'histoire. Pierre Judet cite tout d'abord un ouvrage de Myriam Benraad qui a étudié les tribus sunnites du nord de l'Irak et montré la puissance du fait local dans la lutte contre Daesh. Ensuite il mentionne un article de Pierre Vermeren du Figaro intitulé "Comment Molenbeek est devenue un sanctuaire du désastre" et fait finalement référence à l'ouvrage de Camille Lefebvre intitulé Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du Jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIXe – XXe siècles. Ces références vont servir à ancrer son propos dans sa quête d'une histoire économique et sociale territorialisée qui a guidé ses recherches. En effet, Pierre Judet explique que les notions de territoire et de mobilités sont au coeur de son parcours car il considère que le territoire est un processus, un outil pour l'histoire des sociétés et permet de passer du local au général ; Son HDR "Faire de l'histoire économique et sociale territorialisée. Apogée et éclatement de la nébuleuse métallurgique alpine (Savoie-Dauphiné, XIXe siècle), est ainsi le fruit d'une maturation née de recherches sur le terrain et

de questionnements constants au contact de l'étude des différentes théories historico-économiques. Pierre Judet donne alors le titre de son intervention : "du constat à l'objet et de l'objet à la méthode." Au cours de sa présentation, il va illustrer son propos sous un angle chronologique personnel et sous l'angle des objets d'études qui ont jalonné ses recherches. Il évoque son début de carrière comme enseignant du secondaire et son travail pour sa thèse sous la direction de l'historien Yves Lequin spécialiste des mondes ouvriers. Le sujet de cette thèse soutenue le 1er décembre 2000 à l'Université Lumière Lyon II était Horlogeries et horlogers du Faucigny (1849-1934). Les métamorphoses d'une identité sociale et politique. Il s'y est consacré à la genèse d'un district industriel : la vallée de l'Arve en Haute-Savoie, au XIXe-XXe siècle et a élargi son travail à la question du territoire en histoire économique et sociale. Il remarque que s'il n'a "pas trouvé de classe ouvrière" dans la vallée de l'Arve, il a pu aborder le rôle du patronat grâce notamment aux travaux de Cornelius Castoriadis qui a analysé précisément les différentes formes du capitalisme moderne. Il cite aussi la proto-industrialisation, terme économique conçu par Franklin Mendels et qui selon lui peut déclencher des dynamiques pluriséculaires qui remettent en cause les modèles de la révolution industrielle. Le concept de district industriel développé par Alfred Marshall et repris par des économistes (tels que Giacomo Becattini) est également au coeur de ses préoccupations. Fort de ces travaux qui l'ont guidé, il va se concentrer sur la notion de territoire qui remet en cause finalement les notions de classe ouvrière et de révolution industrielle. En 2001, Pierre Judet intègre l'UPMF où il dit avoir bénéficié de l'approche pluridisciplinaire du département d'histoire, du travail pédagogique entrepris en TD avec les étudiants et de la collaboration avec les institutions patrimoniales locales. A la fois et son parcours intellectuel et son expérience professionnelle vont structurer sa démarche qui vise à pointer la cohérence du territoire jusque vers 1850 et à évaluer les capacités de reconversion de ses sous-ensembles par une démarche à plusieurs échelles du local, au global.

Entretien n° : **5281**

Geneviève Massard-Guilbaud, Directrice d'études à l'EHESS raconte son parcours professionnel et intellectuel, de l'histoire de l'immigration à l'histoire environnementale, économique et sociale

Témoin : Massard-Guilbaud, Geneviève ; intervention :Granet Anne-Marie ; interventions : étudiants de master d'histoire, Université de Grenoble
Enregistré le 25/3/2016 à Grenoble (durée : 1h 36min).
Droits d'utilisation et de diffusion :

Geneviève Massard-Guilbaud directrice d'études à l'EHESS retrace son parcours intellectuel et professionnel en remontant à 1976, année au cours de laquelle elle arrête ses études d'histoire pour travailler en usine, passant "de l'amphi à l'établi" comme le dit dans son ouvrage éponyme, Marnix Dressen. Après cette expérience, elle retourne à l'université et s'inscrit en maîtrise d'histoire. Son frère, permanent de la Cimade, la sensibilise aux questions de l'immigration et c'est au cours d'une conférence de Hervé Hamon et de Patrick Rotman sur leur ouvrage "Les porteurs de valise" qu'elle a l'idée d'écrire au sujet des réseaux de soutien au FLN dans la région lyonnaise. Elle propose son sujet de mémoire à Yves Lequin. Son travail est construit sur des sources orales et Geneviève Massard-Guilbaud se heurte alors aux réactions de certains témoins enregistrés qui vont jusqu'à la menacer téléphoniquement. Elle souligne que cette expérience lui a ouvert les yeux sur le traitement de l'histoire orale, beaucoup plus complexe que celui des sources écrites, selon elle. Elle poursuit en DEA, puis en thèse, un travail sur la guerre d'Algérie, tout en suivant les séminaires du Centre Pierre Léon. Mais le sujet est délicat, douloureux pour les témoins, et il exige une capacité à gérer cette douleur qu'elle ne pense pas avoir. Elle décide alors, en accord avec son directeur de thèse, de se réorienter vers un autre sujet, les origines de l'immigration algérienne.Elle revient non sans humour sur les balbutiements de

l'informatique de l'époque, en expliquant qu'à l'aide d'un mac qu'elle ne maîtrisait pas bien, elle a dû rentrer manuellement un fichier de 14 000 personnes recensées pour effectuer ses recherches. Elle soutient sa thèse en 1989 et le souvenir de ses travaux l'amène à mentionner l'actualité politique du moment du séminaire, à savoir les dérives nationalistes et racistes de certains courants politiques. Elle dit être irritée par les hommes politiques qui ignorent les sciences sociales alors qu'ils en tireraient une vision autre des politiques migratoires. Elle décide de passer le CAPES, qu'elle n'avait pas passé avant son doctorat, et enseigne en lycée à Lyon. En 1991, elle postule à des postes de maître de conférences et est élue à Clermont-Ferrand. En raison de la guerre civile qui ravage l'Algérie et donc de l'impossibilité d'aller y faire des recherches, elle décide d'orienter ses travaux sur la façon dont on devient français, l'histoire du droit de la nationalité et des pratiques de naturalisation. Elle commence ses recherches par le département du Puy-de-Dôme, où elle enseigne, un département qui a connu de fortes vagues d'immigration et de naturalisation de travailleurs portugais. Pendant deux ans, elle travaille aux archives départementales, mais une application zélée d'une directive de Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, sur la destruction des archives supposément trop volumineuses des archives de l'immigration, amène à la destruction du fond des naturalisations sur lequel elle travaillait. Ce coup dur la décourage fortement. Ayant perdu deux ans de travail, elle renonce à travailler sur ces questions. En attendant de décider sur quoi porteront ses prochains travaux, elle s'intéresse à l'histoire urbaine d'un quartier de Clermont-Ferrand. Elle tombe alors par hasard sur des archives concernant un établissement industriel insalubre et se rend compte que non seulement ce type d'archives est d'une très grande richesse mais qu'il n'a jamais intéressé les historiens des entreprises, alors même qu'il touche à un sujet de très grande importance, la pollution industrielle. A partir de cette période, Geneviève Massard-Guilbaud se tourne vers l'histoire de l'environnement et participe à la création de l'European Society for Envrionmental History. Ele sera membre de son bureau pendant dix ans , puis présidente de cette société à deux reprises. Pendant ces deux mandats, elle est heureuse d'avoir pu œuvrer à l'ouverture sur l'Europe de l'Est en faisant entrer des représentants de différents pays de l'Est dans les instances de la Société.Elle collabore régulièrement avec des collègues britanniques de l'Urban History Group (une branche de l'Economic History Society) et sa bonne connaissance de l'Angleterre, et notamment de l'Angleterre industrielle du nord, où elle se rend souvent, lui donne un point de comparaison intéressant avec ses propres recherches qui portent, elles, sur la France, son souhait étant l'écriture d'une histoire qui montre les contraintes, relations, interactions de l'homme et la biosphère. Tandis qu'elle prépare son habilitation, elle crée et anime pendant dix ans avec un collègue berlinois puis un petit groupe multinational un réseau nommé "Tables-rondes internationales pour l'histoire de l'environnement urbain", dont les travaux débouche sur une série de publications en français et en anglais. En 2003, elle passe son mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches "De l'immigration à l'environnement, un itinéraire en histoire sociale urbaine." puis est élue professeur à l'EHESS en 2005. Geneviève Massard-Guilbaud insiste ensuite sur la création du RUCHE, Réseau Universitaire des Chercheurs en Histoire environnementale (branche francophone de l'ESEH, European Society for Environmental History) dont l'objectif est de promouvoir le développement de l'histoire environnementale et de faciliter les échanges intellectuels entre les chercheurs parfois isolés dans leurs universités ou institutions respectives. C'est ainsi que Geneviève Massard-Guilbaud a pu élargir ses thèmes de recherche à la justice environnementale ainsi qu'à l'histoire de l'énergie. Pour conclure, elle mentionne son ouvrage à paraître sur l'aménagement de de l'estuaire de la Loire et du port de Nantes et ses conséquences sur la ville, les relations de pouvoir entre les instances concernées (Ponts et chaussées, chambres de commerce, autorités municipales…) La curiosité jalonne toute sa carrière et lors du débat qui suit la séance, les intervenants reviennent sur la particularité de sa démarche historiographique ouverte sur le monde.

Entretien n° : **5282**

Dominique Garcia, protohistorien, professeur à l'université d'Aix-Marseille, et président de l'Institut national de recherche de l'archéologie préventive raconte son parcours d'archéologue

témoin : Garcia, Dominique ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie

Enregistré le 12/5/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 10min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Dominique Garcia est archéologue, mais se définit aussi comme historien. Fils de languedocien, il découvre l'archéologie au lycée, grâce à une association locale animée par un enseignant de lettres classiques. Il participe ainsi à des fouilles dans l'Hérault, et découvre des objets archéologiques illustrant des repères spatio-temporels de l'histoire. Après son baccalauréat littéraire, il s'inscrit à l'Université Paul-Valéry de Montpellier en double licence d'histoire de l'Art et d'archéologie. Il fait ensuite une maîtrise d'archéologie, puis passe un diplôme d'études approfondies en 1986 en étudiant le commerce des céréales en Méditerranée, écrit qui sera publié par le CNRS. Pendant toutes ses études, il participe à des chantiers archéologiques, et souligne que si l'archéologie n'était à l'époque pas un secteur prometteur en termes d'emploi, c'est paradoxalement ces fouilles qui lui ont permis de financer ses études. En effet, la communauté qualifiée était beaucoup plus restreinte qu'aujourd'hui, avec peu de chercheurs en université, quelques-uns au CNRS, ou professionnels de la Culture, mais fédérée dans une association nationale. Il existait d'ailleurs une fédération des archéologues dans l'Hérault, qui offrait la possibilité aux jeunes d'accéder aux professionnels et aux centres de ressources. Il souligne cependant qu'à l'époque au sein des universités, les enseignants d'archéologie étaient des agrégés d'histoire ou de lettres classiques, formés ensuite à l'École d'Athènes. Ils étaient plutôt tournés vers l'enseignement d'une archéologie monumentale grecque ou romaine, mais peu nationale ou locale. Toutefois, l'archéologie en France a progressivement évolué, Dominique Garcia se situant dans ce courant, comme un homme du terrain, fouillant et menant des chantiers de sauvegarde ou programmés en France, et à l'étranger. En 1989, il soutient son doctorat d'histoire et civilisation d'Antiquité, à l'Université Paul-Valéry, sous la direction de Christian Llinas. Sa thèse résulte des travaux méthodiques qu'il a menés sur le terrain dans la région de l'Hérault, révélant un schéma économique, historique de la protohistoire méridionale entre deux aires culturelles, ibères et ligures. Il est ensuite nommé maître de conférences en 1992, à l'Université d'Aix-en-Provence sur un poste d'enseignement de la préhistoire, cependant, les circonstances l'amènent finalement à enseigner l'histoire grecque, romaine et l'archéologie. Il continue parallèlement de travailler sur les chantiers et dirige des fouilles, notamment sur le chantier de Lattes. Pour son habilitation à diriger la recherche, il s'est penché sur le processus d'urbanisation protohistorique en Méditerranée nord-occidentale. Il soutient avec Philippe Leveau comme tuteur son dossier en 2000 à l'Université d'Aix-en-Provence et montre dans son mémoire d'égo-histoire comment son parcours s'est construit dans l'évolution de sa discipline. En effet, depuis ses débuts, l'archéologie s'est considérablement développée, puisqu'on compte aujourd'hui près de 2000 archéologues à l'Institut national de recherche de l'archéologie préventive (INRAP). La discipline s'est professionnalisée et structurée, l'association des archéologues de France se transformant en un institut national. Les archéologues organisent des fouilles désormais sur tout le territoire national. Et comme hier, explique l'archéologue, les habitants les découvrent avec intérêt, et s'approprient alors le terrain. L'archéologie est ainsi, de prime abord une discipline abordable des sciences humaines, chacun pouvant rentrer dans le jeu des hypothèses. De plus, les chantiers valorisent un terroir, un patrimoine qui va au-delà du localisme, puisque les objets archéologiques sont un moyen de relayer d'une part, le passé au présent, et l'individu à un espace plus large, à une communauté. Dominique Garcia a

d'ailleurs écrit récemment un livre avec Hervé Le Bras sur l'archéologie des migrations de la préhistoire à l'époque contemporaine.

Entretien n° : **5283**

L'historien Henri Médard, spécialiste de l'Afrique Orientale raconte son parcours professionnel et son opinion sur l'habilitation à diriger la recherche

témoin : Médard, Henri ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie
Enregistré le 12/5/2017 à Aix-en-Provence (durée : 1h 22min).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Henri Médard, spécialiste de l'Afrique Orientale revient dans cet entretien enregistré dans le cadre de l'ANR Histinéraires, sur son parcours professionnel d'historien. Il raconte comment à l'âge de 8 ans, il s'est passionné pour l'histoire au contact d'un membre de sa famille, féru de généalogie. Il voyage depuis son enfance car son père, professeur de sciences politiques, enseignait régulièrement en Afrique. Durant sa jeunesse, il a ainsi vécu au Cameroun, jusqu'au collège où il rentre en France. Il repart ensuite à Nairobi lors de ses années de lycée. Après le baccalauréat, il s'inscrit à l'Université de Paris 1 en histoire et se passionne davantage pour l'histoire internationale que pour l'histoire française. En avançant dans ses études, il s'intéresse plus particulièrement à l'Afrique et fait un mémoire de maîtrise sur les missionnaires du 19ème siècle au Soudan. Il travaille avec deux africanistes, Jean Boulègue et Gérard Prunier, mais ne peut poursuivre ses recherches sur le Soudan, devant à cause de la barrière de la langue. Pour son diplôme d'études approfondies, il fait des recherches sur un sujet inédit : l'histoire de l'église catholique en Ouganda. Pour sa thèse, il élargit son champ de recherche non pas en changeant de période, mais en étudiant les conversions et en soulignant l'impact de ce phénomène sur l'Afrique des Grands Lacs et la société contemporaine. Pour ses sources, il se rend à Rome, où il trouve des archives en français des pères blancs, qui n'avaient pas encore été étudiées par ses confrères anglophones. S'il a été initié durant ses études aux sources orales par l'historienne Claude-Hélène Perrot, il confie dans l'entretien que la collecte est enrichissante, mais longue et parfois délicate du point de vue de la maîtrise des langues et de la culture. Il bénéficie des premières allocations de recherche pour sa thèse et sous la direction de Gérard Prunier et Jean-Pierre Chrétien soutient à Paris en 2001 devant Françoise Raison-Jourde, Michael Twaddle, et Gérard Prunier. N'ayant pas présenté les concours d'enseignement, après sa thèse, il enseigne au collège expérience difficile, ou fait aussi des vacations en 1ère et 2ème année à l'université, tout en continuant à publier. Il postule dans plusieurs universités en France comme à l'étranger, avant d'être recruté à Paris 1 sur le poste de par Jean Fremigacci, spécialiste de Madagascar. Il travaille alors près de Jean Boulègue et de Pierre Boilley. Après avoir publié sa thèse chez les éditions Karthala, on lui conseille de passer rapidement son habilitation à diriger la recherche. Il s'intéresse alors à l'Afrique de l'Est, mais contrairement à la thèse, confie avoir détesté l'exercice, même si sa soutenance s'est très bien passée. En effet, pressé par le temps, il estime avoir bâclé son mémoire inédit, quelques chapitres manquants aux rendus de ses travaux. Il regrette de n'avoir pas suffisamment insisté sur le phénomène de l'esclavage. Il est très critique sur l'égo-histoire, il trouve l'exercice long, confiant qu'une dizaine de pages lui aurait suffi. Il considère aussi que cet écrit est hypocrite, puisqu'il pousse les chercheurs à construire une cohérence, parfois artificielle dans leurs travaux de recherche, et favorise en plus l'individualisme, les candidats étant accaparés par l'exercice, et ne pouvant plus pleinement assumer d'autres projets d'enseignement ou de travaux collectifs. Henri Médard considère que ce diplôme a simplement remplacé la thèse d'État, mais n'a pas forcément d'équivalent dans d'autres pays. Il souligne tout de même un apport positif dans l'habilitation, cet écrit lui a permis de se positionner plus clairement dans son champ disciplinaire, que ce soit dans l'histoire, voire l'anthropologie. Après sa qualification, il a rapidement obtenu un poste de professeur à l'université d'Aix-Marseille où il codirige aussi

l'institut des mondes africains. Dans la discussion, il apporte d'autres éléments du monde universitaire, de ses travaux de recherches, ou de sa méthodologie, en évoquant par exemple les sources orales ou la microhistoire. Pour conclure, il affirme qu'il n'aurait pas changé de métier, mais aurait plutôt souhaité exercer à l'étranger.

Entretien n° : **5284**

Mercedes Volait, directrice de recherche au CNRS, directrice du laboratoire InVisu de l'INHA au moment de l'entretien, raconte son itinéraire intellectuel et professionnel de l'Egypte à Paris, de l'architecture à l'histoire

témoin : Volait, Mercedes ; enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie

Enregistré le 2/6/2017 à Paris (durée : 58 min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Mercedes Volait revient sur son parcours en faisant référence à deux expériences fondatrices. Pendant ses études d'architecture, suite à la lecture d'un ouvrage sur la politique de l'espace, elle s'est passionnée avec certains de ses camarades pour deux villes emblématiques : Tanger, symbole de la contre-culture et Le Caire où elle a découvert comment l'espace égyptien pouvait être source de poésie. Elle s'y rend au cours de voyages et finit par s'installer au Caire. En 1982, elle écrit un mémoire de maîtrise sur la ville et elle y rencontre aussi Robert Ilbert avec lequel elle a un projet de livre et pense un observatoire urbain du Caire contemporain qu'elle fondera et dirigera. Lorsque Robert Ilbert rentre en France, elle choisit de rester en Egypte et de continuer ses études en s'inscrivant en DEA d'études arabes, ce qui nécessite le choix d'un corpus. A ce sujet, son réseau universitaire lui fait comprendre qu'elle devrait s'intéresser aux modernités indigènes dans le champ architectural égyptien, et elle décide d'y allier l'architecture. Ainsi, elle se consacre à l'étude de la première revue arabe d'architecture "al-'imara" et va écrire une thèse sur les architectes et architectures de l'Egypte moderne (1820-1960). Si l'histoire la passionne, c'est en architecture qu'elle présente sa candidature pour le CNRS. Elle y obtient un poste notamment grâce au soutien de Marc Garborieau qui a été impressionné par son travail et par son attribution du prix Michel Seurat auparavant. Après neuf années passées au Caire, elle revient en France où elle portera de nombreux projets au montage complexe, notamment pour des financements européens, au sein du laboratoire Urbama à Tours. En 2002, elle songe à présenter une HDR et c'est la rencontre avec Dominique Poulot qui va orienter son parcours d'enseignant-chercheur et son passage de la section 39 à la section 33 du CNRS. Son futur professionnel se dessine à Paris où elle est chargée de reconstruire un laboratoire en difficulté à l'INHA et s'y définit plus en historienne culturelle et responsable administrative qu'en historienne de l'art. Elle dirige ainsi le laboratoire InVisu (CNRS/INHA) depuis janvier 2008. Au sujet de son Habilitation à diriger des recherches en Histoire de l'art en 2007, elle est interpellée au sujet de l'égo-histoire. Elle souligne qu'elle n'a pas suivi de consignes particulières, mais qu'elle a cherché à en faire un document utile et qu'elle y a trouvé de l'intérêt. Elle partage son temps entre ses responsabilités de directeur de laboratoire, d'enseignante et avoue que, finalement, elle a réussi à exaucer, à travers sa carrière, un de ses voeux enfantins qui était de devenir écrivain.

Entretien n° : **5285**

François Dosse, professeur des universités à l'école supérieure du professorat et de l'éducation de de Créteil, maître de conférences à l'Institut d'études politiques et chercheur associé à l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) retrace son parcours d'historien et ses choix de recherche

témoin : Dosse, François ; enquêtrices : Granet Anne-Marie ; Ginouvès, Véronique

Enregistré le 3/6/2017 à Paris (durée : 2h 24min).

Droits d'utilisation et de diffusion :

Contrat d'utilisation signé avec l'informateur et les enquêtrices anticipant le domaine public (licence CC0).

François Dosse est historien, professeur des universités à l'école supérieure du professorat et de l'éducation de de Créteil (devenue en 2019, Institut national supérieur du professorat et de l'éducation, soit de INSPé à INSPE), maître de conférences à l'Institut d'études politiques. Il est chercheur associé à l'Institut d'Histoire du Temps Présent (I.H.T.P.) depuis 1998 et travaille notamment sur l'historiographie et l'épistémologie de l'histoire en participant au projet de l'ANR « Histinéraires ». C'est dans ce cadre qu'Anne-Marie Granet, historienne directrice adjointe du LARHRA et Véronique Ginouvès, responsable de la phonothèque à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, et associées au programme l'interrogent sur son parcours d'historien. François Dosse rappelle qu'il a soutenu son habilitation à diriger la recherche à la fin de l'année 2001. Il réécrirait peut-être aujourd'hui son mémoire de synthèse des travaux scientifiques (MSAS) différemment, mais affirme que les grandes scansions et les personnalités qui jalonnent son itinéraire resteraient les mêmes. Il évoque en particulier l'influence de la figure paternelle dans son parcours. Son père, journaliste et avocat engagé dans la guerre d'Algérie, ébranlé par l'effervescence des évènements de 68 rompt avec les communistes. De son côté François Dosse alors âgé de 17 ans en mai 68 et sympathisant gauchiste, descend dans les rues pour participer aux manifestations. Il vit encore un moment historique fort en suivant son père en Tchécoslovaquie qui enquêtait sur l'insurrection du Printemps de Prague. Son père publiera pour le magazine Politique Hebdo, dirigé par Paul Noirot. François Dosse à son tour y écriera des articles à partir de 1974. Mais avant, une autre expérience impactera le jeune Dosse : ses études au centre expérimental de Vincennes, université innovante créée suite aux évènements de 68. Inscrit en sociologie, l'historien raconte l'environnement exceptionnel de cette université : le luxe (mobilier Knoll, équipement vidéo), la rénovation pédagogique avec la fin des cours magistraux, des cours à effectif réduit, un rapport plus horizontal entre étudiants et enseignants, ces derniers choisissant eux-mêmes leurs cours. On comptait de nombreuses personnalités universitaires dans ce nouveau centre : François Châtelet, Claude Mossé, Gilles Deleuze, Alain Badiou, Nicos Poulantzas, Madeleine Rebérioux, Patrick Rotman... L'ambiance était agitée et très politisée, gauchiste, on y croisait les brigades maoïstes et les « amis de Krivine ». François Dosse préparait ainsi la révolution à la « ligue communiste révolutionnaire ». Après sa licence, il hésite un temps à faire du journalisme, ses camarades lui démontrent alors qu'il aura un plus fort ancrage social dans l'enseignement. Il s'oriente, ainsi, vers l'histoire et prépare les concours d'enseignement. Faute de pouvoir participer aux réunions des militants, il est écarté de la ligue, éviction qu'il subit comme un deuil. Il obtient l'agrégation d'histoire en 1973. Alors qu'il devait être nommé sur Calais, il est finalement contacté à la fin de l'été pour travailler en région parisienne au lycée Pontoise. Très heureux d'enseigner au lycée, il aborde une pédagogie différente, un rapport moins hiérarchique aux élèves, dont il est d'ailleurs de peu leur aîné. Il ne pensait pas alors faire autre chose, mais continuait d'avoir une activité intellectuelle à l'extérieur des cours, notamment en écrivant des articles. Il publie ainsi différents papiers en particulier pour le journal Politique Hebdo, comme « L'histoire en miettes » (titre qui sera repris pour un autre de ces ouvrages), où il critique violemment le discours libéral. Il renoue en 1976 avec l'université pour faire un doctorat de troisième cycle en histoire auprès de Jean Chesneaux. Il s'intéresse alors à l'Ecole des Annales dans les médias après 1968, travaux qui déboucheront plus tard sur un livre. Cependant cette étude critique des Annales, bousculant l'autorité de ce courant alors dominant de l'historiographie française, l'empêche d'envisager toute carrière universitaire dans un département d'histoire. Dans les années 80, l'historien Jean-Louis Margolin le contacte pour intégrer le groupe de la revue « Espaces Temps » Il publie des articles sur les Annales et Michel Foucault et mène de nombreux entretiens pour ses recherches, citant entre autres l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, et certains psychanalystes, penseurs autour de

Lacan. A Espaces Temps, il rencontre l'historien Patrick Garcia, et c'est avec ce dernier qu'il envisage une carrière universitaire en postulant comme maître de conférences sur un poste en épistémologie et d'historiographie à l'IUFM de Versailles. Il confie dans l'entretien être nostalgique de l'enseignement au lycée, car le rapport avec l'université est plus distancé, mais les conditions y sont plus favorables à l'écriture. Des Annales, il poursuit ensuite des travaux sur l'histoire du structuralisme qui seront édités chez La Découverte en 1991-92. François Dosse découvre à travers ses recherches qu'il est en adéquation avec les écrits et la pensée de Paul Ricœur, philosophe qu'il ne connaissait pas. Il décide alors de lui consacrer une biographie intellectuelle. Il enquête alors dans le « réseau ricœurien » car le philosophe accepte sous condition qu'on ne le dérange pas. François Dosse confie dans l'entretien ce qu'il n'a pas dit dans son mémoire de synthèse : un travail de deuil fait à partir de 1989 et durant son étude sur le philosophe du sens historique, de l'effondrement du système communiste et de l'horizon de la révolution. Il rencontre Paul Ricœur seulement après l'ouvrage terminé. Le philosophe le contacte à son tour, car il cherche des relecteurs pour un futur ouvrage qu'il consacre à l'histoire. François Dosse travaille alors sur l'inédit aidé par un de ses brillants étudiants de Sciences Po, un certain Emmanuel Macron. Si les circonstances initiales l'ont mené par hasard à la biographie, il continue de publier des travaux sous cette forme. Il écrit ainsi sur l'historien Michel De Certeau, puis Pierre Nora, une biographie croisée sur Gilles Deleuze et Félix Guattari ou encore sur des éditeurs. Il évoque d'ailleurs les relations, parfois conflictuelles avec le monde de l'édition. A propos de l'habilitation à diriger la recherche, il défend l'écrit du MSAS, car la réflexion induite par l'exercice est utile dans la pratique de l'historien, même si elle paraît artificielle. Pour conclure, les enquêteuses questionnent l'historien sur une éventuelle autre orientation professionnelle. François Dosse répond qu'il a trouvé sa respiration, son rythme dans ce travail, entre des moments de solitude et des périodes plus sociales, et qu'il a toujours été porté par l'innovation, les choses nouvelles. Peut-être aurait-il davantage réussi dans la littérature, dans tous les cas l'écriture reste pour lui un élément fondamental.

Entretien n° : **5774**

Eberhard Kienle, directeur de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) s'exprime en 2017 sur son parcours professionnel

enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; témoin : Kienle, Eberhard

Enregistré le 11/7/2017 à Beyrouth (durée : 1h 11min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

L'entretien se déroule à Beyrouth, Eberhard Kienle, directeur de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) entre 2013 et 2017, est interrogé sur son parcours professionnel. Il commence par retracer les étapes marquantes de sa carrière en évoquant ses débuts en tant qu'archéologue. Affecté au Caire à l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), il découvre qu'il est finalement plus attiré par l'Egypte contemporaine et se centre sur les questions d'économie politique. Il intègre en tant que chercheur le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ). Sa thèse, sur les relations syro-irakiennes est publiée sous le titre "Ba'ath contre Ba'ath". Par la suite, il décide de passer une Habilitation à diriger des recherches (HDR) car il pense qu'elle sera un atout supplémentaire pour ses choix professionnels. Au sujet de l'habilitation, il note son caractère assez unique car il s'agit d'une pratique essentiellement franco-germanique même si par exemple le Liban l'a adoptée. Eberhard Kienle choisit de faire son HDR en France et souligne qu'à l'époque le mémoire d'ego-histoire n'était pas encore de rigueur. Par la suite, il est affecté au poste de directeur de l'Iremam à Aix-en-Provence. Au cours de l'entretien, il évoque le fonctionnement de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) et du laboratoire dans les années 2000, les différences existant entre les pratiques anglo-saxonne et française dans le monde de la recherche en Sciences humaines et sociales. S'il

regrette la lourdeur des tâches administratives incombant au directeur de laboratoire, il souligne qu'elles sont néanmoins indispensables notamment pour l'avancement des carrières. En 2007, il est recruté par la fondation Ford et retourne au Caire en Egypte. Au cours de l'entretien, il évoque aussi son amitié avec Michel Seurat qu'il a bien connu et dont il est convaincu que l'analyse socio-politique de la Syrie est toujours d'actualité. C'est en 2013 qu'il prend la direction de l'Ifpo à Beyrouth, il aborde à ce sujet le souci de la coopération qui est parfois compliquée du fait de la rotation des personnels et souligne les difficultés de communication avec les autres instituts en particulier celui de Jérusalem à cause des conflits dans la région. Sollicité sur la question des archives de l'Ifpo, Eberhard Kienle explique que les chercheurs ont besoin de leurs données de terrain et de manière générale, lors de leur départ, elles font partie des documents de travail qu'ils emportent ; cependant, il existe des archives (il cite en particulier celles de Wladimir Glasman) et elles sont essentielles pour la reconstitution de la vie intellectuelle de l'institution. La fin de l'entretien est centrée sur le départ imminent de Eberhard Kienle de l'Ifpo et sur son avenir professionnel qu'il compte poursuivre en s'intéressant à d'autres aires géographiques.

Entretien n° : **5775**

Maryline Crivello, professeure des universités-PR1, directrice exécutive de la Fondation A*Midex et coordinatrice des Pôles de Recherches Interdisciplinaires et Intersectoriels (PR2I) de l'université d'Aix-Marseille revient sur son parcours universitaire et professionnel

enquêtrices : Ginouvès, Véronique ; Granet Anne-Marie ; témoin : Crivello, Maryline
Enregistré le 20/1/2018 à Aix-en-Provence (durée : 2h 18min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Maryline Crivello, est interrogée par Anne-Marie Granet-Abisset et Véronique Ginouvès sur son parcours universitaire et professionnel dans le cadre de l'ANR Histinéraires. Tout d'abord, sollicitée sur l'origine de son goût pour l'histoire et l'audiovisuel, elle met en avant deux faits, d'une part les histoires que racontait son grand-père espagnol sur son passé de migrant, d'autre part l'importance de la télévision comme ouverture sur le monde pour son père. Elle se souvient cependant avoir eu plus d'attirance pour l'anthropologie au moment de choisir un cursus universitaire. Au début des années 1980, cette voie n'étant possible qu'en licence, elle décide alors de se tourner vers l'histoire. A l'Université de Provence (qui deviendra AMU en 2012), elle suit les cours de Philippe Joutard dont la vision innovante de la discipline la marquera pour toujours. La télévision entre dans son parcours d'historienne par une convention entre l'université de Provence et l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) dont la délégation Ina-Méditerranée ouvre, à Marseille, ses archives au travail des chercheurs. Maryline Crivello se lance alors dans une recherche pour sa maîtrise sur la représentation de l'histoire à la télévision. Ce travail l'amène à rencontrer de nombreux sociologues et anthropologues. Après sa réussite au Capes d'histoire-géographie, elle est mutée à Creil. Elle garde un bon souvenir de cette période où elle rencontre des enseignants passionnés de pédagogie et pendant laquelle elle est amenée à innover pour susciter l'intérêt des élèves. Parallèlement elle choisit de faire un DEA qui a pour objet l'inventaire des archives télévisuelles sur la révolution française. Après deux ans d'enseignement, Maryline Crivello prend une année de convenance personnelle pour passer l'agrégation d'histoire. Puis, inscrite en thèse, elle travaille sur la mémoire de la Révolution française des années 1950 au Bicentenaire de 1989. Elle obtient ensuite un poste d'attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à l'université et soutient en 1993 sa thèse "Quand le petit écran fait sa Révolution – Les représentations télévisuelles de la Révolution française de la RDF au Bicentenaire (1950-1993)" (http://www.theses.fr/1993AIX10005). Dans le cadre du Bicentenaire, elle participe à des colloques et partage son temps entre Paris à l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) où elle s'investit dans l'histoire orale et à Aix où elle

s'épanouit dans le travail interdisciplinaire. Lorsqu'un poste de maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille est ouvert sur la thématique histoire et image, elle y est recrutée en 1994, en histoire moderne. Quelques années plus tard, elle prend la tête du service commun de l'audiovisuel de l'université. Elle organise des rencontres avec des réalisateurs, crée une salle multimédia à l'université, monte des modules de formation continue dans l'audiovisuel. Quand la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) est créée en 1997, Robert Ilbert lui propose de créer un pôle image et son. C'est en 2008 qu'elle soutient son habilitation à diriger des recherches sur " Mémoire, Médias, Méditerranée. La Geste des temps. Les reconstitutions historiques, pratiques sociales et imaginaire du passé – France XVIIIe XXIe siècles." Dès lors, l'historienne obtient un poste de professeure sur l'histoire des représentations en histoire. Elle ne cesse pas de collaborer avec l'Ina avec qui elle participe au programme européen MedMem et à plusieurs projets éditoriaux mettant en avant les archives télévisées. Puis en 2011, elle est amenée à prendre la direction de l'UMR TELEMME, avec Laure Verdon comme directrice adjointe. Elle publie en 2016, en collaboration, le Dictionnaire de la Méditerranée. Maryline Crivello, au vu de son expérience, conclut en soulignant que les grandes questions de l'humanité peuvent être partagées dans toutes les disciplines et que "le chemin se fait en marchant", son grand-père lui ayant appris à avoir confiance en l'avenir.

Entretien n° : **5778**

A travers son parcours professionnel, Michel Mouton, directeur de l'Ifpo à Beyrouth, retrace l'histoire et le fonctionnement des centres de recherche français au Proche-Orient depuis les années 1980

enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; témoin : Mouton, Michel

Enregistré le 14/12/2018 à Beyrouth (durée : 2h 15min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Au moment de cet entretien, Michel Mouton est le directeur de l'Institut français du Proche-Orient. Il s'exprime sur son parcours professionnel et date sa passion pour l'archéologie dès sa jeunesse, lorsqu'il participait en tant que volontaire à des chantiers de fouilles. Après une première orientation vers l'archéologie meso-américaine, il se tourne vers l'étude des royaumes antiques de la péninsule arabique qu'il ne va cesser développer. Il fait le récit de différentes missions aux Emirats arabes unis, à Chypre, au Yemen et met en avant son goût pour les longs séjours sur le terrain. Michel Mouton entre au CNRS en 1993 et il va travailler dans différents laboratoires et instituts de recherche qui lui donneront l'occasion de se tourner de plus en plus vers la gouvernance. De 2000 à 2006, il occupe les postes de secrétaire général régional de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (Liban, Syrie, Jordanie) du ministère des Affaires étrangères, puis de chargé de mission à l'Institut Français du Proche-Orient nouvellement créé à Damas Beyrouth Amman et enfin de directeur adjoint de l'UMIFRE du CNRS créée au sein de l'Ifpo. De 2013 à 2017, il est en poste à Djeddah puis à Koweit City en tant que directeur du Centre français d'archéologie et de sciences sociales (CEFAS). Sollicité sur l'écriture de son mémoire d'Habilitation à diriger des recherches (HDR), il dit que l'exercice a été pour lui une façon de synthétiser 20 ans de recherche. Si le mémoire d'ego-histoire représente une réflexion constructive sur un parcours scientifique, il juge cependant l'épreuve très académique. Selon lui, la nouvelle génération de chercheurs s'est désormais approprié l'exercice mais il n'en va pas de même pour les chercheurs qui ont une certaine ancienneté. Revenant sur son parcours professionnel, Michel Mouton rend compte à la fois de l'importance de ses activités de terrain qui lui ont permis de construire ses domaines de recherche, de valider ses théories et de la valeur de l'acquisition d'une connaissance fine et indispensable dans l'exercice de la gouvernance scientifique, celle de la géo-politique et des enjeux diplomatiques au Proche-Orient.

Entretien n° : **5780**

Laure Quenouelle-Corre, directrice de recherche CNRS et spécialiste de l'histoire économique et financière contemporaine s'exprime sur son parcours et sur sa passion pour l'histoire orale

témoin : Quenouelle-Corre, Laure ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 20/2/2019 à Paris (durée : 1h 08min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Laure Quenouelle-Corre, directrice de recherche CNRS et spécialiste de l'histoire économique et financière contemporaine revient sur son parcours professionnel. Après des études en sciences politiques et en histoire, Laure Quenouelle-Corre entre dans la vie active en travaillant dans différents secteurs, édition, journalisme, communication politique. Puis chargée, par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF), d'effectuer des entretiens pour le compte du ministère des finances, elle s'intéresse à l'histoire orale notamment sous l'égide de Florence Descamps à partir de 1989. En 2000, elle soutient sa thèse de doctorat "Entre modernisation et recherche de l'équilibre : la direction du Trésor 1947-1967" sous la direction de Patrick Fridenson à l'EHESS. A ce sujet, l'historienne fait une comparaison entre l'écriture plutôt aisée de cette thèse et celle plus complexe de l'Habilitation à diriger des recherches, qu'elle passe en 2012. Son sujet porte sur l'histoire de la place financière de Paris, objet de ses recherches depuis 2002, et elle souligne la place importante de l'histoire orale dans sa méthodologie de recherches. Elle explique notamment le traitement de ses entretiens par la réécoute, la prise de notes, la citation exacte des propos de ses informateurs. Selon elle, les archives orales constituent de plus en plus et ce, surtout depuis quelques années, une pratique courante dans la recherche en économie et en politique. L'année suivant son HDR, Laure Quenouelle-Corre devient directrice de recherche au CNRS. Elle est présidente de la section 33 (Mondes modernes et contemporains) du Comité national de la recherche scientifique et cette fonction lui permet de découvrir nombre de projets de recherche très intéressants. Revenant sur l'histoire orale, elle évoque les fonds d'archives des banques, l'utilisation de la video pour les entretiens dont elle dit qu'elle apporte une dimension supplémentaire par la captation du langage gestuel. Sa collaboration avec Florence Descamps continue et les historiennes sont en train de travailler à un projet commun. Lorsque que Laure Quenouelle-Corre fait le bilan de son parcours, elle l'estime satisfaisant et épanouissant en apportant une nuance au sujet de la dimension internationale qu'elle n'a pas assez développée selon elle.

Entretien n° : **5847**

Laurent Heyberger, historien, spécialiste de l'histoire anthropométrique, revient sur son parcours et évoque les tournants intellectuels de la discipline

témoin : Heyberger, Laurent ; enquêtrice : Granet Anne-Marie

Enregistré le 8/4/2019 à Paris (durée : 54min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Laurent Heyberger est historien, spécialiste de l'histoire anthropométrique et enseigne à l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM). Capesien et agrégé d'histoire, il débute sa carrière dans l'enseignement secondaire et passe en 2001 un DEA (aujourd'hui master 2) sur l'histoire anthropométrique. Il possède des connaissances théoriques sur le sujet notamment par la lecture de "Anthropologie du conscrit français" d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Son DEA est l'occasion pour lui de développer une méthodologie qu'il a l'opportunité de présenter à John Komlos, un des pionniers de la discipline. Ce dernier enseigne à l'université de Munich, où Laurent Heyberger se formera plus précisément aux logiciels de traitement de données agglomérées et individuelles. Son goût pour la discipline le conduit à se tourner vers l'enseignement supérieur, et il devient allocataire moniteur d'histoire à l'université de Strasbourg. En 2004, il soutient sa thèse de doctorat sur

“L’évolution des niveaux de vie en France de la fin de l’ancien régime à la seconde guerre mondiale. Approche anthropométrique” sous la direction de Michel Hau et intègre tout d’abord en tant qu’ATER l’Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM) où il enseigne toujours. Interrogé sur sa décision de présenter l’Habilitation à diriger des recherches (HDR), il dit que l’élément déclencheur était lié à une demande familaile. Si sa soutenance a eu lieu en 2017, son idée de travailler sur les colonies avait mûri depuis 2010. Il a pensé son mémoire de synthèse comme une nouvelle thèse sur les statistiques coloniales des niveaux de vie, la croissance démographique et l’économie des populations indigène et européenne en Algérie au 19ème siècle. Il évoque à ce propos ses recherches aux archives du Service historique de la défense (SHD), aux archives d’Outre-Mer d’Aix-en-Provence. Au cours de l’entretien, il aborde les principes de l’histoire anthropométrique et ses différents tournants et lorsqu’il évoque la nouvelle histoire anthropométrique, il précise que pour sa part, il n’utilise pas l’adjectif afférent car celui-ci lui semble trop connecté à la “new economic history”. Aujourd’hui, il concentre ses recherches sur l’Algérie du 20ème siècle. Laurent Heyberger se plaît à enseigner à l’UTBM, son seul regret est de ne pas y avoir d’étudiant en histoire.

Entretien n° : **5848**

Bertrand Müller, historien, docteur en sciences sociales et directeur de recherches au CNRS, revient sur son parcours entre la Suisse et la France

témoin : Müller, Bertrand ; enquêtrices : Granet Anne-Marie ; Ginouvès, Véronique

Enregistré le 10/4/2019 à Paris (durée : 1h 33min).

Droits d’utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Bertrand Müller a effectué des études de sociologie et d’histoire à l’Université de Lausanne, puis à l’Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris. Tout d’abord, il revient sur le contexte familial et social dont il est issu (il est le premier universitaire de la famille) et évoque son village natal en suisse romande, victime de la crise industrielle de 1979, ainsi que son engagement auprès des mouvements autonomistes. Bertrand Müller situe son goût pour l’histoire, et en particulier l’historiographie, à sa rencontre avec un enseignant très formateur dont il a été l’assistant en 1979. Ensuite, il raconte particulièrement ses recherches sur Lucien Fèbvre et comment il s’est engagé dans un processus d’édition de la correspondance entre l’historien et Marc Bloch par l’entremise de Pierre Nora en 1987. Il rend compte de ses relations avec les ayants-droit et les maisons d’édition Gallimard et Fayard. Le premier volume de la correspondance paraît en 1994 chez Fayard mais le succès n’est pas au rendez-vous. Bertrand Müller explique le manque de réception de l’ouvrage par le reflux de la conjoncture éditoriale ; le dernier volume paraît en 2004 et l’historiographie n’a pas pris en France. Il souligne aussi le net recul des “années Annales” en 1989, année qui constitue, selon lui, un tournant critique où ce sont les lieux de mémoire qui prennent le dessus. En 1998, il est nommé à un poste de chargé d’histoire de l’histoire à l’université de Genève. Il décrit aussi sa période de recherches sur André Varagnac, le folkloriste français puis sa collaboration avec Serge Wolikow, qui dirige un programme sur la question des archives en sciences humaines et sociales à la Maison des sciences de l'homme de Dijon. Il aborde à ce sujet la question de la collaboration avec les archivistes et la décrit comme compliquée au début mais finalement harmonieuse. Son entrée au CNRS l’amène à quitter la Suisse, où il n’a plus d’attache. Bertrand Müller explique son projet actuel sur les archives et l’histoire des régimes documentaires du Moyen- Age à nos jours. Il évoque aussi ses recherches et les outils utilisés sur les archives de Paul Otlet dans le cadre d’une ANR. Sollicité sur son rapport à l’écriture, il raconte comment il a structuré sa thèse, pour laquelle il s’est inspiré du roman de Italo Calvino “Si par une nuit d’hiver, un voyageur”. Par ailleurs, il souligne que l’écriture représente à ses yeux un intense plaisir, qui naît d’un long processus de maturation, puis de recherche, et finalement d’une phase finale d’écriture. En

revenant sur sa carrière, Bertrand Müller souligne que le CNRS lui a permis de trouver une place qu'il n'aurait pas eue académiquement en Suisse. Enfin, il s'exprime sur sa collaboration avec François Dosse, Patrick Garcia, Christian Delacroix au sein du projet Histinéraires, sur la joie de sa famille au sujet de sa réussite sociale et professionnelle. Interrogé sur le métier qu'il aurait pu exercer, il mentionne celui d'architecte car il réunit trois aspects fondamentaux : la technique, l'artistique et le social.

Entretien n° : **5849**

Yannick Bruneton, historien, spécialiste de la Corée revient sur son parcours et le choix de ses recherches

témoin : Bruneton, Yannick ; enquêtrice : Granet Anne-Marie

Enregistré le 9/4/2019 à Paris (durée : 54min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Yannick Bruneton est professeur des universités en histoire, à l'université Paris Diderot (UMR 8173 Chine, Corée, Japon EHESS-CNRS) et directeur de recherche de l'École Doctorale 131 (ED 131) de l'Université Paris Diderot (Langue, littérature, image : civilisation et sciences humaines (domaines anglophone, francophone et d'Asie orientale). Il raconte que lors d'une année sabbatique prise au cours de ses études, il fait une rencontre déterminante avec un moine bouddhiste coréen qui l'initie à la langue et à la civilisation coréenne. Suite à cela, Yannick Bruneton décide de partir en coopération en Corée du Sud où il exerce au sein de l'Alliance française en tant qu'enseignant. De retour à Paris, il s'inscrit à l'université Paris-Diderot en langue vivante étrangère - coréen. Il s'intéresse alors à une période historique particulière : celle où le bouddhisme est religion d'État en Corée (le 12ème siècle). Il obtient après son DEA une bourse de recherche de 3 ans qui lui permet de retourner en Corée du Sud et de parfaire sa formation historique à l'Académie d'Etudes coréennes. Yannick Bruneton garde le souvenir d'un établissement étatique aux conditions spartiates, chant de l'hymne national tous les matins, eau chaude deux fois par semaine, mais où il a appris énormément. A son retour en France, il entame la rédaction de sa thèse qu'il soutiendra en 2002 sous la direction de Jean-Noël Robert (Directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études). Cette thèse de 1300 pages est le fruit d'un travail de 6 ans qui porte sur les moines géomanciens de Koryò à travers une étude critique des sources. Yannick Bruneton s'apprête à la publier dans le cadre d'un contrat post doctorat au CNRS quand un de ses enseignants prend sa retraite à l'université Paris -Diderot ; il est alors nommé à ce poste. Au début des années 2000, les études sur la Corée se développent et la section qui compte trois membres est confrontée à la massification d'étudiants. Yannick Bruneton doit faire face à une grande responsabilité administrative. Si une politique de rééquilibrage entre les différentes disciplines a été entreprise et que le laboratoire aujourd'hui compte huit membres, il n'en demeure pas moins que la charge de travail est extrêmement importante entre le travail pédagogique, la recherche et le travail administratif. A partir de 2006, il retourne fréquemment en Corée et se consacre à l'épigraphie. Sollicité sur ses rapports avec la Corée du Nord, Yannick Bruneton dit qu'ils ne sont pas évidents car les rares chercheurs envoyés en France le sont pour la transmission d'une idéologie ; cependant, lui-même a pu se rendre dans le pays et en ce moment, il est en train d'écrire un manuel sur l'écriture sino-coréenne dans lequel il intègre les spécificités de la langue nord-coréenne. Au sujet de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) qu'il a soutenue en 2013, il évoque le congé CRCT, Congé pour Recherches ou Conversions Thématiques (CRCT) qu'il a pu prendre pour sa rédaction. Son mémoire de synthèse s'intitulait : « Pour une herméneutique des sources médiévales coréennes : sources officielles et privées, épigraphie (Xe – XIVe siècles) » et il l'a conduit sous la direction de Nicolas Fiévé. S'exprimant sur le mémoire d'égo-histoire, il se souvient avoir éprouvé de la réticence face à l'exercice, mais finalement, il en souligne les apports en terme de bilan constructif sur un parcours. Enfin, interrogé sur ce qu'il aurait pu

faire s'il n'avait pas été enseignant chercheur, Yannick Bruneton confie que la vocation religieuse l'a effleuré un temps. Aujourd'hui, s'il s'estime satisfait, très investi dans sa carrière professionnelle, il lui semble qu'il pourrait faire sans souci autre chose.

Entretien n° : **5850**

Philippe Jarnoux, enseignant d'histoire moderne à l'Université de Bretagne occidentale à Brest, directeur du Centre de recherches bretonnes et celtiques de 2011 à 2017, s'exprime sur son parcours

témoin : Jarnoux, Philippe ; enquêtrice : Granet Anne-Marie

Enregistré le 5/4/2019 à Paris (durée : 1h 34min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Philippe Jarnoux explique tout d'abord que son goût pour l'histoire était lié à son attrait pour le journalisme lorsqu'il a dû choisir une filière universitaire. Issu d'un milieu paysan, il est le premier de sa génération à faire des études supérieures et a pour enseignants Claude Nières, François Lebrun avec lesquels il fait, pour le premier une maîtrise, et le second, un DEA. Ses recherches portent sur l'histoire des élites et l'histoire rurale au XVIe-XVIIIe siècles, thèmes qu'il développera tout au long de sa carrière. Après son DEA, François Lebrun lui propose de partir pour le Canada dans le cadre d'un programme d'échange interuniversitaire à l'université de Trois rivières et Philippe Jarnoux décrit ce séjour de neuf mois comme une expérience enrichissante tant au point de vue humain qu'intellectuel. Après l'obtention du Capes, il partira une nouvelle fois à l'étranger, à Sao Luis dans le nordeste du Brésil, où il séjourne deux ans avec sa famille et travaille comme lecteur à l'université. De retour en France, il est nommé dans le secondaire puis en tant que chargé de cours à Rennes et enfin à l'Université de Bretagne occidentale à Brest où il obtient un poste de maître de conférence en 1995. Sa thèse, sous la direction de Claude Nières, "Les bourgeois et la terre : activités, fortunes, stratégies foncières à Rennes au 18e siècle" donnera lieu à une publication en 1996. Au sujet de sa carrière universitaire, Philippe Jarnoux évoque ses remises en question. Il dit en effet avoir hésité à quitter le monde universitaire pour une vie dans le monde rural, même après avoir passé l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) en 2002. A propos de son mémoire de synthèse sur les familles et la mobilité sociale de la bourgeoisie urbaine au XVIe et XVIIe, il note que ses recherches sont effectivement en lien avec sa propre mobilité sociale et qu'il considère avoir une approche distanciée face à son parcours universitaire. Il évoque aussi l'enseignement qui le satisfait pleinement car la parole portée a, selon lui, plus d'effet que les publications qui ne vont intéresser qu'un milieu fort restreint. Interrogé sur le mémoire d'ego-histoire, il souligne que l'exercice permet de faire un bilan et de s'interroger sur le pourquoi d'un parcours.

Entretien n° : **5893**

Marie-Emmanuelle Chessel, directrice de recherche au CNRS, spécialiste de l'histoire économique et sociale de la France contemporaine, fait le récit de son parcours professionnel

enquêtrice : Granet Anne-Marie ; témoin : Chessel, Marie-Emmanuelle

Enregistré le 12/4/2019 à Paris (durée : 1h 33min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Marie-Emmanuelle Chessel fait des études à Lyon et après une classe préparatoire au lycée Duparc, elle poursuit à l'IEP tout en suivant en parallèle un deug d'histoire par intérêt personnel. À cette période Yves Lequin est impliqué dans un réseau Erasmus européen et, lors de sa licence, elle se passionne pour l'enseignement d'Heinz-Gerhard Haupt invité dans ce cadre. Elle va préparer son master sous la direction d'Yves Lequin à l'Institut de Florence dans un environnement international pluridisciplinaire très stimulant. Elle y obtient un financement pour un doctorat et choisit de prendre en compte l'histoire sociale, économique

mais aussi l'histoire de l'art (avec une incursion sur l'exposition universelle de 1937 et son pavillon de la publicité) pour un sujet sous le titre « L'émergence de la publicité : publicitaires, annonceurs et affichistes dans la France de l'entre-deux-guerres ». Elle soutient à Florence en janvier 1996, sous la co-tutelle de Heinz-Gerhard Haupt et Yves Lequin, et lors du déjeuner, son jury lui conseille de passer le concours au CNRS dont elle ignore tout. Elle monte un dossier sans grand espoir mais lors de sa deuxième candidature, des postes sont ajoutés au concours alors qu'elle est sur liste complémentaire. Le hasard est heureux et elle entre au CNRS en 1998. Auparavant, sans certitude pour un emploi et alors qu'elle suivait les séminaires de Patrick Fridenson (qui était dans son jury de thèse), ce dernier lui a proposé de travailler au secrétariat de rédaction de la revue Revue française de gestion, revue de la FNEGE, Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises. La fondation cherche également un ou une historien·ne pour la commémoration de leurs 30 ans. Elle se lance dans cette histoire et dans la consultation de leur archives, en découvre également d'autres dont celles de Michel Debré. Lorsqu'elle entre au CNRS en février 1998, son projet porte sur l'histoire de la consommation. Elle va toutefois prendre le temps de terminer sa recherche à la FNEGE. Affectée au centre Pierre Léon à Lyon, elle y reste 5 ans durant lesquels elle va d'abord chercher de préciser son sujet sur la consommation en dépouillant des périodiques pour trouver les entrées qui lui semblent pertinentes autour des associations de consommateur. Elle partage un bureau avec Bruno Dumons, une rencontre essentielle qui va l'orienter vers l'histoire religieuse et elle va trouver le fonds d'archives à l'origine de son HDR aux archives nationales. Dans les papiers privés du géographe Jean Brunhes, les archives « Jean et Henriette Brunhes » racontent en 20 cartons une histoire de la « Ligue sociale d'acheteurs » chrétienne au tout début du 20ème siècle qui la mèneront vers une histoire des rapports entre consommation et politique et l'histoire de la consommation engagée. Elle ajoutera des fonds d'archives municipales de différentes villes de France. Pour mieux comprendre les origines de cette ligue qui s'appuie sur un modèle américain protestant, elle effectue un séjour de 6 mois aux États-Unis en 2003 où elle investit l'histoire des femmes et du genre, elle rencontre des chercheures sur la question comme Sheryl T Kroen. À son retour, elle intègre le Centre de recherche en histoire (CRH) à l'EHESS Paris et organise un grand colloque sous le titre « Au nom du consommateur » qui propose vision politique et culturelle du consommateur et va être suivi de deux publications. Dès 2006 elle organise avec Laura Lee Downs, un séminaire sur « Le genre de la réforme sociale » au sein duquel elle partage ses premiers chapitres de son mémoire inédit de HDR. Elle développe particulièrement la nécessité pour l'écriture scientifique se nourrir des travaux du collectif, qu'il s'agisse d'échanges dans les séminaires, les colloques ou au sein de groupes, comme celui d' « Esope » animé par Paul André Rosenthal auquel elle a participé. Toutefois elle retient que son congé maternité a été une période centrale pour sa rédaction finale en lui permettant de « mettre l'accélérateur » sur sa rédaction et de terminer son texte inédit qu'elle soutient en 2009. Elle se souvient d'un moment difficile lors de son séjour aux États-Unis où elle se demandait à propos de l'HDR « Comment on fait pour faire un livre d'une autre nature ? ». Finalement l'exercice s'est avéré positif, elle considère qu'il s'est agi d'insérer son travail dans un contexte alors que la rédaction de la thèse reste beaucoup plus solitaire. Elle l'a pris comme une opportunité d'écrire quelque chose « à soi » et ne s'est pas restreinte en termes de taille. Elle a enregistré sa soutenance d'HDR et l'a réécoutée à plusieurs reprise pour sa publication. Son mémoire de synthèse a été rédigé rapidement et tout à fait à la fin mais il ne correspond pas à un mémoire d'égo-histoire. Son garant Patrick Frigenson l'a laissée libre de son texte et elle décidé de rédiger une historiographie de la consommation qui est désormais devenu un « Repères » (éditions La Découverte). Il s'agissait pour elle de clore le cercle « histoire de la consommation » pour lequel elle avait été embauchée au CNRS. Après son HDR elle investit à un nouveau champ celui du lien entre religion et économie en menant un projet autour des patrons chrétiens. Dans ce cadre, elle réalise des entretiens et

consulte également les archives de l'association des Entrepreneurs et dirigeants chrétiens dont elle obtient le classement et versement aux archives nationales mais aussi d'autres archives, en particulier les papiers d'Yvon Chotard ou plusieurs archives diocésaines en France. Elle change également de laboratoire et intègre le Centre de sociologie des organisations de Sciences-Po Paris, où elle est la seule historienne avec Claire Lemercier. Depuis cette HDR elle se consacre plus à la transmission en encadrant des thèses, éventuellement en co-tutelle avec des sociologues, ou d'autres disciplines ; elle enseigne auprès des master de sociologie sur la méthode en particulier l'usage des sources écrites ; elle, enseigne au sein du mater d'histoire de Science Po avec une collègue sociologue sur l'histoire des enquêtes sociales. Pour elle il est essentiel de se renouveler, de ne pas rester l'experte d'un domaine, elle apprécie cette liberté que lui donne son statut de chercheure au CNRS et insiste son intérêt pour le travail « besogneux » sur les archives. Elle revient sur l'héritage familial, évoqué rapidement en début d'entretien : née à Lyon elle a vécu en Algérie les quatre premières années de sa vie où son père, coopérant, était enseignant en biométrie puis à Vaulx-en-Velin puis dans une zone rurale au moment de son adolescence, ses parents lui ont inculqué l'autonomie en lui faisant confiance mais aussi cet intérêt pour le changement et l'observation des nouvelles situations qui la pousse à aller de l'avant. Elle est heureuse de son travail d'historienne, même si elle considère qu'il dû au hasard et qu'elle aurait pu s'investir dans tout autre chose. L'édition lui semble une professions des possibles, car elle affectionne le travail collectif ; elle vient, avec beaucoup de plaisir, d'intégrer le comité de rédaction de la revue Le mouvement social.

Entretien n° : **6191**

Jean-Noël Pelen, chercheur au CNRS, revient sur l'expérience de l'écriture et - à partir de son propre récit de vie - sur la nécessité d'une conformité entre l'objet de l'écriture et l'écriture elle-même

enquêtrices : Granet Anne-Marie ; Ginouvès, Véronique ; témoin : Pelen, Jean-Noël
Enregistré le 3/5/2019 à Aureille (durée : 1h 41min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

À la fin d'un un long entretien mené dans le cadre du programme Histinéraires (enquête n°4804) sur son parcours professionnel, le témoin a demandé une pause après avoir signifié sa volonté à faire le récit d'un événement particulier. Cette deuxième partie aborde ainsi des sujets de façon plus intime et les deux enquêtrices ont fait le choix de scinder l'entretien en deux enquêtes distinctes. Jean-Noël Pelen reprend la conversation au moment de son étude sur les exclus volontaires en précisant combien cette recherche, avec ses interactions avec les témoins, a modifié à la fois son parcours professionnel et personnel. Le travail sur cette catégorie flottante que sont les exclus l'a poussé à réfléchir non plus sur la mémoire mais sur l'expérience, à entrer dans un discours de l'instant, de l'actuel. Il reprend à son compte la remarque de Régis (enquête n°957, enregistrée par Jean-Noël Pelen en 1994) parti en Inde à 20 ans, qui décide de déchirer son passeport et avec lui son passé et lui confie dans son entretien « Le tipi c'est super, parce que c'est rond et du coup l'énergie ne se bloque pas dans les angles ». Formé à recueillir les croyances, le chercheur écoute avec attention cette représentation de l'énergie et de sa circulation : le témoin l'a vécue, lui non. Il prend conscience qu'il écrit sur des récits de vie et pas sur l'expérience. Pour appréhender la réalité du point de des témoins vue il décide d'écrire sur le tipi quand il vivra sous un tipi. À partir de sa prise de décision et jusqu'à son installation, il est hanté par des oiseaux noirs qui ne cessent de venir lui rendre visite, de taper à sa fenêtre. La force de l'expérience et son lien avec l'écriture le taraude. Il découvre, sur la couverture des Cahiers de l'herne qui rendent hommage aux 80 ans de Claude Levi-Strauss que l'ethnologue a choisi d'y être représenté avec un oiseau sur son épaule. Il considère que ce choix le rapproche de son point de vue : toutes les cultures ont prétendu avoir des relations avec les animaux et pourtant l'ethnologue

les nomme « croyance ». Il lui écrit quelques 14 ans plus tard en lui envoyant son ouvrage écrit sous le tipi : « Le tipi est un oiseau blanc ». Le témoin lit aux enquêtrices les échanges de correspondance entre 2004 et 2006 avec l'ethnologue. Il revient sur la question de la reconnaissance et sur un autre texte demeuré inédit qui pose la question de l'expérience du chercheur et qui pourrait correspondre à ce qu'aurait pu être son mémoire d'ego-histoire, « Le récit au miroir. Essai sur l'expérience narrative ». Le texte est l'occasion d'évoquer plusieurs figures dont celles des disparus, Charles Joisten, Michel Vidal, Daniel Fabre. L'entretien se termine par une réflexion sur l'archivage des sources orales auquel il a participé avec intérêt et sur un retour rapide sur le groupe de travail mené sur le récit collectif qui a été un levier de changement et de réflexion pour nombre de chercheurs. Enfin, sur la question du changement éventuel de métier, même si d'autres auraient été possibles, il insiste sur le fait d'avoir adoré être chercheur.

Entretien n° : **6192**

De sa passion pour l'Italie à son parcours universitaire, Gilles Bertrand, historien moderniste, fait le récit de sa vie professionnelle

enquêtrice : Granet Anne-Marie ; témoin : Bertrand, Gilles (1956-.....)

Enregistré le 11/4/2018 à Grenoble (durée : 1h 27min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Gilles Bertrand précise en début d'entretien son point de vue sur l'égo mémoire et sa rédaction en insistant sur le fait qu'il n'a plus jamais relu le sien et que selon lui, il représente peu de son parcours et de ses perspectives scientifiques. Non seulement parce que le texte a été écrit il y a presque 20 ans (1999) mais surtout parce qu'il s'inscrivait principalement dans une logique de concours, pour justifier de ses qualités académiques plutôt que ses champs d'intérêt. Par ailleurs, la dimension de diffusion des connaissances, essentielle dans son parcours, lui semblait alors intéresser trop peu l'institution or, communiquer son travail auprès de la société lui semble être le fondement même de son travail. Il revient au fil de son entretien sur plusieurs éléments de son parcours familial et personnel. Originaire de Saint-Malo d'une famille dans laquelle les 8 enfants ont suivi des études longues, il n'était pas destiné à l'histoire, c'est la littérature qui le passionnait. Après avoir suivi ses études dans un collège religieux à Nantes, il part à Paris au lycée Louis Legrand comme pensionnaire où il passe un baccalauréat scientifique, puis il suit ses classes préparatoires à Henri IV, dont il garde une excellent souvenir après l'austérité du lycée. Avec l'intention de ne perdre le plaisir de la littérature, il choisit l'histoire comme "un objet distant". Il soutient une maîtrise sous la direction de Pierre Léon (1914-1976) en 1976 sur le thème de Saint-Nazaire en 1936, qui lui donne l'occasion de rencontrer l'histoire orale. Après la réussite de l'agrégation en 1978, alors élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud (1976 à 1980, Lyon), il bénéficie de deux années de liberté. Il s'inscrit aux cours de l'Institut d'études politiques de Paris, il suit de nombreux cours pour établir son futur sujet de recherche auprès de Gilles Deleuze, Roland Barthes, Michel Foucault, Georges Duby et à de nombreux cours d'histoire de l'art. Il reviendra au cours de l'entretien sur l'importance de ces figures, en particulier Gilles Deleuze dont il retient l'imperméable, le chapeau, la cigarette et le destin tragique. Son DEA, soutenu en 1981, porte sur les fêtes de l'aristocratie française et les folies qui entouraient Paris. Il doit ensuite enseigner dans le secondaire et il est nommé stagiaire à Champigny-sur-Marne. La période est difficile et certains graffitis dans la cour du lycée lui sont restés en mémoire, « Qu'est-ce qui t'attend ? le chômage » ; il retient toutefois un grand intérêt pour la pédagogie et le travail collectif. Sa fascination pour l'Italie fait qu'il choisit de travailler sur ce pays pour sa thèse. Au cours de son service militaire à Milan comme coopérant il découvre enfin ce pays et après ses 15 h de cours au lycée français de Milan il commence à réfléchir à son sujet de thèse et après avoir envisagé les phénomènes de mascarades dans les différentes cours d'Italie et de France, il resserre ce

thème sur Venise. Après son service militaire, il est nommé en France dans les Vosges. Il préfère rester en Italie et il obtient un poste de lecteur local à Bari puis à Milan en 1985 où il sera affecté à partir de 1988 et jusqu'en 1995 comme attaché-linguistique puis directeur-adjoint du Centre Culturel Français de Milan. Durant toutes ces années, il ne cesse de voyager en Italie et de travailler sur son corpus de thèse. Il va réaliser un inventaire complet sur la thématique constitué de documents multiples (peintures, mémoires, écrits, dessins, caricatures, objets...) contextualisant les espaces où le masque se produit au XVIIIème. D'abord dirigé par Galienne Francastel (1911-1992), il soutiendra en 1992 à l'EHESS sous la direction de Louis Marin (1931-1992). Il se souvient à cette occasion que le président du jury, Michel Vovelle (1933-2018), avait rédigé à la main son rapport synthétisant les points de vue de chacun des membres du jury, comme un moment marquant avant le changement des technologies numériques. Cet épais travail, riche de centaines illustrations, sera publié tardivement en 2013, sous une toute autre forme. Le livre destiné à un plus large public, va couvrir l'histoire du carnaval du Moyen-âge à nos jours, relativisant la place du XVIIIe siècle. Nommé maître de conférence d'histoire moderne en 1995, il s'engage rapidement dans une HDR qu'il ouvre vers les regards réciproques des étrangers sur l'Italie. Il s'intéresse alors à la thématique du voyage des français en Italie aux XVIIIe et XIXe siècle et à d'autres villes (Milan mais aussi Florence, Rome, Naples), à d'autres lieux, suivant la formule de Franco Venturi (1914-1974), « L'Italia fuori d'Italia ». Avec son garant, Dominique Julliard, il découvre un praticien des archives et retrouve la dimension de l'archive de manière forte en contrepoint de la littérature. Après la soutenance de son HDR en 1999, il est nommé professeur en 2000 à l'Université Grenoble-Alpes. Ces dernières années il n'a cessé d'élargir ses problématiques vers. Après l'obtention d'un programme ANR co-dirigé avec Catherine Brice entre 2009 et 2012 sur le thème « De la fraternité comme catégorie de l'engagement politique en Italie et en Europe (1820-1930) » il co-dirige aujourd'hui un programme financé par l'École française de Rome (2017-2021) sur la question « Administrer l'étranger. Mobilités, diplomaties et hospitalité Italie-Europe (XIVe- mi XIXe siècle) ». Il insiste à plusieurs reprise sur la nécessité de réfléchir à la médiation de l'histoire. Outre les nombreuses conférences dispensées dans le cadre des Instituts français ou encore ses cours à l'Université Ca' Foscari de Venise qui lui ont permis de rencontrer des publics – et croiser des regards – très différents, il se souvient avec humour avoir participé à une émission télévisée dirigée par Stéphane Bern « Soir de fête à Venise » (diffusée en décembre 2016 sur France 2). Avec le recul, le métier d'enseignant chercheur à l'université auquel il est très attaché, il autorise la liberté de penser et d'aider à penser, un privilège que vantait Voltaire et qui est essentiel pour lui.

Entretien n° : **6193**

Hubert Heyries, historien de la période contemporaine, spécialiste de l'histoire des mentalités militaires comparées France-Italie, revient sur son parcours professionnel et la passion de son métier

enquêtrice : Granet Anne-Marie ; témoin : Heyries, Hughes (1965-.....)
Enregistré le 19/9/2017 à Sète (durée : 1h).
Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Hubert Heyries débute son entretien en manifestant son bonheur de faire son métier d'enseignant en histoire qui est celui qu'il a toujours souhaité faire. Il revient sur le moment où il a découvert l'histoire, au CE2 avec un enseignant, Monsieur Portal qui utilisait dans ses méthodes pédagogiques les manuels Lavisse et le cinéma pour documenter un « roman national » qui l'a accompagné tout au long de ses études. Dans l'objectif de faire de l'histoire, il quitte une série scientifique en terminale dans un lycée d'Avignon pour passer un baccalauréat littéraire et poursuivre ses classes préparatoires à Paris. Il ne réussit pas le concours de l'ENS Saint-Cloud en 1984 et s'inscrit à Paris 4 où il passe les concours et

réussit le CAPES puis l'agrégation. Il revient sur l'ambiance familiale qui – s'il n'y avait pas d'enseignants -, était soucieuse des humanités. Une famille marseillaise, où les livres avaient leur importance mais aussi la télévision, la musique et le sport. Il revient en fin d'entretien sur la période Paris 4 où il prépare les concours en rédigeant une maîtrise sur le Haut Moyen-âge, au 11e siècle, qui portera sur le rapport entre monachisme et aristocratie et qui s'appuie sur des copies du XVIIe siècle de chartes latines. Le niveau de latin était très élevé et il ne souhaite pas continuer dans le domaine. C'est durant la période du service militaire (1988-1989), qu'il découvre l'histoire miliaire comme est bibliothécaire à Montpellier où il ouvre la bibliothèque du centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale (CEHD) qui a été créé en 1968 par André Martel (1930-2019) et auquel Jules Maurin vient de succéder en 1988. Logé à la caserne, il passe « une année de rêve » à lire les livres d'histoire et les thèses déposées dans cette bibliothèque spécialisée. Après son agrégation, alors qu'il s'imagine qu'il terminer sa vie suivant ses vœux d'enfant enseignant d'histoire dans le secondaire, il est nommé dans un collège, près de la frontière Belge, dans le collègue de Berlaimont. Mais inquiet de perdre le lien avec les échanges intellectuels qu'il avait jusqu'ici, il obtient quelques heures d'enseignement à Arras, au sein de l'université de Lille 3 puis sollicite un poste de PRAG en 1992. Il fait ses demandes dans les villes du Sud, son expérience au sein de la bibliothèque du CEHD jouent peut-être, il est en tout cas nommé à Montpellier 3. André Martel, toujours très présent dans la laboratoire même s'il était alors nommé à l'IEP d'Aix lui conseille tout de suite de faire une thèse. Il réfléchit rapidement au sujet et, après son expérience positive au sein de la bibliothèque du CEHD, il décide de s'engager dans une histoire militaire du côté de l'histoire des mentalités. Par ailleurs, il vient de faire en septembre un beau voyage en Italie, en Toscane, il repense à son origine piémontaise, par son arrière-grand-père de Cuneo, 3e génération venu à Marseille et il se décide pour une comparaison France/Italie, dans un élan qui lui rappelle la formule de Pierre Milza « le réveil de 3ème génération ». André Martel accepte son sujet en lui conseillant de publier en italien, de percer le milieu fermé des historiens italiens de trouver des archives inédites. Pour apprendre la langue, il suit des cours à la société Dante Alighieri et vit chez l'habitant lors de ses séjours. A Turin, où il assiste en auditeur libre à des cours à l'université, rencontre le professeur Giorgio Rochat, vaudois, artisan du renouveau de l'histoire militaire, proche de son maître spirituel André Martel et de la même génération. Il se sent « adoubé » et les portes vont s'ouvrir pour lui en Italie autour de l'histoire militaire italienne, vue du côté de l'histoire culturelle, de l'histoire des mentalités. Il obtient une bourse à l'école française de Rome (EFR) qui facilite ses séjours (15 jours renouvelables) et les finance à hauteur de 2000 francs. Toutefois, son sujet est vaste – l'armée piémontaise avant 1961- et son objectif comparatiste rend la difficulté encore plus grande. Catherine Brice, directrice des études à EFR, lui conseille de sélectionner un seul angle et le remet sur le chemin de l'écriture. Il choisit de préciser la notion de communauté militaire prise entre deux patries, la savoyarde et la niçoise. À l'Archivio di Stato de Turin un archiviste découvre deux « mazzi di declarazione di nazionalità » qui ne sont pas portés à l'inventaire, le nœud qui lie les documents, le papier, la poussière lui font penser que c inédit : il a trouvé son corpus. Il termine sa thèse en 1998 et il est élu maître de conférence la même année. À cette période, le laboratoire auquel il est rattaché souhaite mettre en avant une histoire militaire rénovée avec un accent sur le bassin méditerranéen, créant un pôle ente Lyon, Aix-Marseille et Montpellier. Il pense déjà à son sujet d'habilitation, qu'il souhaite toujours orienter sur une histoire militaire comparée croisant les regards France/Italie toujours orientée vers une histoire des migrations, de l'altérité, des stéréotypes, une histoire du soldat en temps de paix, au-delà des processus de recrutement ou des batailles. Il commence alors à s'intéresse aux volontaires garibaldiens venus en France en 1914, aux français partis en Italie, en 1918 en 1943 ou encore aux volontaires italiens de l'armée des Vosges de 1870. Il veut écrire une histoire des mentalités à par de documents d'archives, dans une démarche méthodiste et néo

positiviste. Il s'appuie sur toute une série de documents : la presse (où il étudie l'iconographie, le processus d'héroïsation), les souvenirs et les témoignages écrits (où il étudie la mémoire de guerre) et les fonds d'archives souvent négligés sur la logistique et l'administration de la guerre qui lui permettent d'étudier des éléments essentiels comme l'approvisionnement des civils et des militaires, la nourriture des soldats… Le titre de l'HDR soutenue en 2006 sera « Armes, guerre et société, France/Italie 1848-1945. Regards croisés ». En 2008, Montpellier 3 ouvre un poste de professeur d'histoire contemporaine fléché histoire militaire dont une partie de l'enseignement est dispensé sur l'antenne de Béziers, il est élu et pense y terminer sa carrière. Intégré aujourd'hui dans une équipe très large et pluridisciplinaire (CRISE – Centre de recherche interdisciplinaire en sciences humaines et sociales), il est peu actif au niveau collectif et se consacre principalement à l'écriture en solitaire. Il vient de publier deux ouvrages en langue italienne et il est en cours de rédaction d'un épais ouvrage sur l'histoire de l'armée italienne des origines à nos jours, premier livre qui sortira sur ce sujet. Hubert Heyries termine, comme il a débuté son entretien, par l'affirmation du plaisir qu'il a à faire son métier.

Entretien n° : **6194**

Isabelle Grangaud, historienne moderniste, fait le récit de son parcours professionnel depuis le choix de ses études d'histoire jusqu'à la rédaction de son habilitation à diriger des recherche en 2019

enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; témoin : Grangaud, Isabelle

Enregistré le 1/6/2020 à Marseille (durée : 2h 47min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Sollicitée par l'enquêtrice, le témoin débute l'entretien par une réflexion sur le pourquoi du choix de la discipline historique et son orientation vers la micro-histoire. Isabelle Grangaud revient sur un cours de philosophie de sa classe de terminale à Alger qui portait sur la temporalité et sur les définitions que l'on peut donner au passé. Elle est alors d'autant plus intéressée par cette question qu'elle a grandi dans un « pays neuf » où ses parents ont fait le choix de la nationalité algérienne, engagés dans un pays socialiste et moderne et dont l'histoire débute en 1962 pour « lâcher ses vieux oripeaux et commencer une nouvelle aventure ». Elle hésite un instant à s'inscrire à Paris en anthropologie mais la discipline est considérée comme une science coloniale dans cette nouvelle Algérie, ce sera donc l'histoire. Elle a deux enfants et travaille pendant ses études, son troisième enfant naîtra juste après la soutenance de sa thèse. Après une maîtrise en histoire antique et deux DEA - tous trois sur l'Algérie -, elle obtient une allocation de thèse de l'EHESS en 1989, dirigée par Lucette Valensi qui l'oriente vers les sources Ottomane. Elle s'appuie sur des documents consultés principalement à Constantine, en 1991 puis en 1994, mais aussi des archives privées, qu'elle dépose régulièrement aux archives de la ville. La question des sources devient centrale dans sa recherche car elles sont rares sur cette période et leur conservation semblent parfois l'effet du hasard d'autant plus qu'elles peu ou pas du tout contextualisées. Cette rareté va la rapprocher d'un réseau maghrébin, en particulier tunisien autour de Mohamed Hédi Chérif, Sami Bargaoui ou Kmar Bendana... C'est d'ailleurs à Tunis qu'elle découvre dans le département des manuscrits à la Bibliothèque nationale une histoire de Salah Beh roi de Constantine rédigée par Tahar ben Heged, de 1850 qu'elle va utiliser dans sa thèse. Elle intègre également un réseau d'historiens de la ville et spécialistes de la micro-histoire qu'elle avait commencé à découvrir dans le cadre du séminaire de Jacques Revel ; il l'introduit aux recherches de Giovanni Lévi et ce dernier à celles de Simona Cerutti dont elle va suivre également le séminaire. Cette réflexion sur la contextualisation de ces sources, si rares et peu bavardes, la pousse à se préoccuper à la façon dont elles ont été recueillies et finalement à la façon dont elles ont été construites et présentées à l'époque coloniale. Elle garde un souvenir très positif de sa soutenance de thèse en mai 1998 et de sa combattivité face à un jury qui

avait beaucoup apprécié son travail et sa démarche qu'elle défend vis-à-vis des sources. Elle obtient dès 2000 (après un premier essai) un poste de chercheure à l'IREMAM. Cette intégration est l'occasion d'un récit amusé de sa première intervention au sein du laboratoire qui a permis d'avoir son « ijaza » (diplôme en langue arabe) car au cours de la discussion qui suit sa conférence, André Raymond affirme publiquement « C'est exactement comme ça qu'on fait de l'histoire ». Sa thèse est publiée en 2002 sous le titre « La ville imprenable : histoire sociale de Constantine au 18ème siècle ». Republiée en 2004 en Algérie elle y reçoit un franc succès dans la presse et auprès du public. Elle commence à penser à rédiger une HDR en 2008 et décide de travailler sur les sources d'Alger. Les sources constantinoises étaient rares et complexes, aussi elle pensait trouver plus de matériaux et plus de collègues qui avaient pu travailler sur le fonds conservé aux Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence. Mais d'autres problèmes se dessinent : la documentation est gigantesque, les informations difficiles à lire, les machines de lecture des bobines obsolètes, leur utilisation laborieuse, le classement est sommaire et différent en Algérie et en France. La complexité de la mobilisation de ces sources rend donc difficile la façon de comprendre la logique de cette documentation et de son organisation et prolonge le temps de l'écriture. Elle soutient son habilitation en 2018 (Paris 1) avec un mémoire sous le titre « Histoire, sources, comparaison. Le Maghreb moderne vu de près » Son mémoire de synthèse reprend ses problématiques des usages des archives (« Histoire, sources, comparaison »). Maintenant soulagée du poids d'avoir terminé ce travail académique et elle souhaite désormais enseigner. C'est dans cet objectif qu'elle a rejoint le laboratoire Norbert Elias en 2019 au sein de l'EHESS, Marseille. Dans l'avenir, elle souhaiterait ouvrir un champ de recherche sur les questions que posent l'historiographie maghrébine, trop souvent absente de l'histoire ottomane bien qu'elle soit essentielle pour comprendre l'histoire de cet Empire (cf. Le titre de son mémoire inédit « L'Empire de près. Bayt al-mâl, transmission et droits d'appartenance à Alger à l'époque moderne »).

Entretien n° : **6196**

Du musée instrumental du Conservatoire de Paris au musée des Arts et Traditions populaires, entretien avec Florence Gétreau

témoin : Gétreau, Florence (1951-....) ; enquêtrices : Descamps, Florence ; Ginouvès, Véronique. Enregistré le 16/1/2019 à Paris (durée : 3h).

Droits d'utilisation et de diffusion : un contrat d'autorisation de consultation et de diffusion a été signé avec le témoin. Publication : Véronique Ginouvès, Florence Descamps et Florence Gétreau, « Du musée instrumental du Conservatoire de Paris au musée des Arts et Traditions populaires », *Bulletin de l'AFAS* [En ligne], 46 | 2020, mis en ligne le 14 mars 2020, consulté le 09 avril 2021. DOI : https://doi.org/10.4000/afas.4196

Florence Gétreau, directrice de recherche émérite au CNRS, évoque dans cet entretien ses dix années comme conservatrice du département de la Musique et de la Parole au Musée des Arts et Traditions populaires (MNATP), dont le Mucem est en partie issu. Fille d'enseignants, dans une fratrie de sept enfants, a connu une enfance heureuse dans le Cantal près de Bort-Les-Orgues. Tout au long de sa scolarité, au lycée Montgrand de Marseille puis au lycée Marseilleveyre, elle pratique très tôt la musique et obtient une double licence de lettres et d'histoire de l'art à Aix-en- Provence. Elle part à Paris où Jacques Thuillier, professeur d'histoire de l'art à Paris IV, lui propose, dans le cadre de sa maîtrise, de réaliser un catalogue raisonné des peintures et dessins français du XVIIIème siècle du Musée Jacquemart-André. Ce travail lui prend plusieurs années, elle soutient son mémoire en 1979, qui sera publié en 2011. En parallèle, elle suit les séminaires de technique de l'estampe avec Michel Melot, conservateur au département des Estampes à la Bibliothèque nationale, de technique du dessin de Roselyne Bacou au département des Arts graphiques du musée du Louvre, d'histoire de la restauration avec Gilberte Émile-Mâle au Louvre, enfin celui de muséologie générale contemporaine de Georges-Henri Rivière professeur à Paris IV de 1970 à 1982. Elle va participer au projet de musée de la musique de Madame la comtesse de

Chambure en commençant dans le cadre d'un stage en avril 1973, elle sera intégrée au corps des conservateurs des musées nationaux dans les années 1990. Elle travaille pendant cette période à la rédaction de son DEA sur l'histoire des collections instrumentales du Conservatoire de Paris avec Jacques Thuillier etout en participants aux réunions régulières, dès 1979, de la Direction de la musique et de la danse. Dans se cadre, elle se rapproche de Georges-Henri Rivière dont elle devient le scripteur. À partir de 1975, je me suis inscrite à l'ICOM, dans la branche spécialisée des instruments et se rend aux réunions annuelles du CIMCIM, aux réunions annuelles qui se passaient un peu partout en Europe. Elle travaille sur typologie des instruments de musique en particulier avec Claudie Marcel-Dubois aux ATP sur les instruments ethnographiques. En 1982, se forme à l'établissement public du Parc de la Villette une « Mission musique» destinée à programmer le conservatoire, le transfert du musée, la grande salle de concert, etc. À l'automne 2003, elle quitte la Cité de la musique pour le MNATP, suivie par une grande partie de l'équipe du laboratoire CNRS, fondé par Madame de Chambure en 1967 (l'équipe avait été dirigée par Jacques Thuillier een 1975 puis par elle-même à partir de 1992). Avec le soutien de Martine Jaoul, alors directrice du du musée. F. Gétreau dirige alors le département de la Musique et de la Parole. Elle s'implique dans le RIDIM au sein de l'Association internationale des bibliothèques musicales qui intègre les « quatre R » : le RILM (le Répertoire international de littérature musicale), le RISM (le Répertoire international des sources musicales), le RIDIM (le Répertoire international d'iconographie musicale) et le RIPM (Répertoire international de la presse musicale), sous les auspices de la Société internationale de musicologie (SIM) et de l'ICOM. Le laboratoire s'est facilement intégré au sein du MNATP et développe la revue Musique-Images-Instruments créée en 1995 à la Cité de la Musique et éditée d'abord chez Klincksieck puis au Éditions du CNRS, avec le soutien du Ministère de la Culture. Deux ans après son arrivée, Michel Colardelle, directeur du MNATP puis du Mucem entre 1996 à 2009, lui demande la réalisation d'une exposition, ce sera celle sur les musiciens des rues de Paris. Elle évoque ainsi sa participation aux grandes expositions du musée, la numérisation des collections et leur traitement documentaire, les réseaux qui se mettent place autour des archives sonores, l'écriture pour des publications internationales et son HDR. Au début des années 2000, sur l'impulsion de Jean-Pierre Dalbéra, chef de la Mission de la recherche en 1990 devenue Mission de la recherche et de la technologie (MRT) puis DREST (département de la recherche, de l'enseignement supérieur et technologies) le laboratoire est accueilli par le département de la musique de la Bibliothèque nationale de 1988 à 2012. Elle quitte les musées nationaux en 2004, au moment de la soutenance de son HDR, pour diriger l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France où elle devient directrice de recherche au CNRS.

Entretien n° : **6197**

François Villeneuve, chercheurs invité (1980-1987) puis directeur (1990-1995) au sein de l'Institut Français d'Archéologie du Proche-Orient (IFAPO) fait le récit de son parcours professionnel

témoin : Villeneuve, François (1954-....) ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique

Enregistré le 12/7/2020 à Paris (durée : 1h).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

François Villeneuve entre en 1971 en classe préparatoire aux grandes écoles littéraires, au Lycée Louis-le-Grand et obtient une licence de Lettres Classiques à l'Université Paris IV (1974). En Juillet 1974 il est reçu au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure (Lettres Classiques) et il entame une seconde licence d'histoire à l'Université Paris IV (1974-75), puis une Maîtrise de Lettres Classiques sous la direction de Michel Meslin (1926-2010) historien, Professeur d'histoire des religions à l'Université Paris-Sorbonne, avec pour sujet « Les influences grecques sur le judaïsme intertestamentaire » (1975-76). En 1977 il est reçu à

l'agrégation d'histoire et effectue ses premières recherches en archéologie au Proche-Orient (Syrie et Jordanie) sous la direction de J. –M. Dentzer (Univ. Paris 1) où il reste 3 mois. Intéressé par le Proche-Orient il commence son D.E.A. d'archéologie sur les maisons romaines dans la Syrie du sud (Université Paris 1, 1978). Il fait la rencontre d'Ernest Will (1913-1997), archéologue et professeur d'université français, directeur de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAPO) (1973-1980) qui l'invite sue son programme de fouiller la porte du domaine du palais d'Iraq al-Amir en Jordanie (1978). Après son stage d'agrégation comme professeur d'histoire et de géographie au C.P.R. de Paris-Sud, il enseigne au Lycée Henri IV à Paris et au Lycée Rabelais à Meudon. En 1980, il prend poste à l'Institut Français d'Archéologie du Proche-Orient (IFAPO : Beyrouth, Damas, Amman) où il reste jusqu'en 1987 (1980-1982 coopérant chercheur militaire, 1982-1987 secrétaire scientifique). Il poursuit ses recherches sur la Syrie et obtient son doctorat de 3e cycle en archéologie à l'Université Paris I (1983) ayant pour titre "Recherches sur les villages antiques du Haurâne". Après une courte période en tant que maître de conférences d'histoire ancienne à l'École normale supérieure (1987-1989) et chargé de cours à l'Université Paris I (1989-1990), il retourne à l'IFAPO (Beyrouth, Damas et Amman) en tant que directeur. Suite aux événements politiques du 13 octobre 1990 (les troupes syriennes interviennent au Liban pour chasser le général Aoun) il est basé à Damas. Il a peu de temps pour étudier l'arabe mais prend des cours auprès de Souheil Chébat (1929-2015, professeur d'arabe à l'Ifead), et visite de nombreuses fouilles archéologiques. Il entame des collaborations avec les chercheurs de l'École Biblique de Jérusalem et entretient aussi de bons rapports avec l'IFEAD, dont le directeur à l'époque était Jacques Langhade (1935 - ...), docteur en philosophie arabe. A la fin de la guerre au Liban, appuyé par certains diplomates et principalement Yves Saint-Jours (1935-2020), professeur à l'Université de Perpignan, il réouvre l'antenne de l'IFAPO à Beyrouth et entreprend notamment la reconstruction de sa bibliothèque. Dans son entretien, Il retrace l'atmosphère dans les différentes antennes de l'institut et fait part des complexités du travail dans une institution mixte accueillant des chercheurs français ainsi que des employés locaux, les collaborations avec des institutions voisines ainsi que les influences de la guerre sur les antennes en Orient. L'entretien ne couvre qu'une partie de la biographie du témoin et un deuxième entretien est envisagé entre les deux locuteurs.

Entretien n° : **6199**

Jean-Noël Pelen, chercheur au CNRS, évoque son parcours professionnel – entre histoire, ethnologie et linguistique – et laisse ressurgir le souvenir des témoins rencontrés sur ses différents terrains

enquêtrices : Granet Anne-Marie ; Ginouvès, Véronique ; témoin : Pelen, Jean-Noël
Enregistré le 3/5/2019 à Aureille (durée : 2h 4min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Les deux enquêtrices connaissent bien le témoin qui a été chercheur dans le laboratoire Telemme à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme : Anne-Marie Granet a partagé plusieurs projets scientifiques avec Jean-Pelen depuis plus de 30 ans et Véronique Ginouvès a archivé ses sources orales qu'il a déposé à la phonothèque. Une familiarité qui se ressent tout au long de l'entretien par la convivialité qui lie les participants. JN Pelen est né à Marseille, il y a passé 20 ans et c'est une ville restée importante pour lui. Tous les hommes de sa famille (ses deux grands-pères, son frère) sont cheminots et il a habité une cité SNCF au n°21 puis 17, dans les quartiers Nord de la ville. Il est le seul de son quartier à passer le baccalauréat (au lycée Saint-Charles). Un baccalauréat littéraire en poche, le surréalisme en tête, il fait des études de linguistique puis s'intéresse à l'ethnologie après avoir écouté les cours de Jean Molino alors à l'université de Provence. Mais la rencontre avec Philippe Joutard, qui a alors 36 ans, est décisive. Il assiste à la soutenance de sa thèse d'État à Aix-

en-Provence, où il a l'occasion d'entendre Michel Vovelle et Jacques Mandrou. Il suit ses séminaires avec beaucoup d'admiration pour ses recherches. L'historien lui conseille un collectage dans les Cévennes. Il commence son terrain en 1972 et se passionne lorsqu'il rencontre ses témoins, aguerris à l'expérience du réel avec une vision qui s'oppose au savoir fragmenté de l'université : Gabriel Teissier, Raoul Pic et plus tard Jacques Espelly et Marcel Volpilière ou Laurent Merlo…. lui font découvrir un monde qui n'existe plus mais qui le touche profondément, riche d'un savoir, de l'immensité de leur expérience et dont l'étude nécessite de croiser l'histoire, la linguistique et l'ethnologie. Il travaille avec Jean-Claude Bouvier, Charles Joisten, Jean-Michel Guilcher, Alexis Bétemps tous intéressés par la collecte, les questions de mémoire et d'archives orales. Il soutient sa thèse en 1977 et entre au CNRS sur un poste de technicien puis obtient rapidement un poste de chercheur par concours interne. En 1980, il participe à la création du CREHOP et puis à celle de la phonothèque qu'il organise suivant trois niveaux : le témoin, l'enquêteur et l'enquête elle-même. Mais c'est la création des « ethnotextes » et l'engagement académique et associatif autour de cette démarche qui crée une véritable dynamique. Il s'agit alors, au contraire de la vision plus classique de certains ethnologues, de se placer du côté des témoins, de légitimer leur parole. Il regrette la « part obscure » de cette notion qui n'a pas été bien reçue. Il a en particulier fortement ressenti le rejet des chercheurs institutionnels : l'ethnotexte implique l'interdisciplinarité et cela n'a pas joué en faveur de la notion. L'ouvrage collectif « Tradition orale et identité culturelle » reçoit pourtant un grand succès international et national mais hors du courant institutionnel. Jean-Noël Pelen continue ses recherches avec des travaux qu'il coordonne « Le Pays d'Arles par ses gens » (Mission du patrimoine ethnologique, 1987), ou des projets de collecte qui deviennent des ouvrages « L'homme et le taureau » avec Claude Martel (Glénat, 1991) ou « Jours de Provence » avec Laurent Merlo (Payot, 1995). Suite à sa rencontre avec Béatrice Mésini en 1993, il s'ouvre à la sociologie. La recherche sur les exclus (Mission du patrimoine ethnologique, 1998) auquel Jacques Guilhaumou sera associé, s'avère essentielle pour lui car il passe de la mémoire du passé à l'expérience du réel et la question de la mise en acte des choix de vie le touche particulièrement. La méthode d'entretien est toujours la même, du cévenol à l'exclu, orientée vers le témoin, l'écoute et l'empathie. Il revient sur son HDR qu'il a faite sur travaux en 1996, très rapidement. Dans son jury il retrouvait Philippe Joutard et Jean-Claude Bouvier mais aussi Geneviève Calame-Griaule, dont il évoque la figure. Il a toujours eu des facilités d'écriture mais si « L'écriture éclaire la pensée » c'est aussi un long travail de patience. Pour sa thèse il est passé par 5 versions et une architecture pensée : après un premier manuscrit, une photocopie annotée qui va être mise au propre puis un nouveau travail d'écriture photocopié, annoté et mis au propre. Revenant sur plusieurs personnes qui ont marqué son parcours, la figure de Claude Levi-Strauss est également évoquée – en lien avec sa secrétaire Nicole Belmon avec qui il a travaillé comme spécialiste de l'oralité - mais le témoin demande une pause et l'entretien s'arrête à sa demande.

Entretien n° : **6221**

Jean-Claude Bessac, artisan tailleur de pierre, archéologue et ingénieur de recherche au CNRS habilité à diriger des recherches, fait le récit de son parcours professionnel en mettant l'accent sur ses recherches au sein de l'Ifpo

témoin : Bessac, Jean-Claude ; enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; participant : Peyssard, Jean-Christophe

Enregistré le 28/7/2020 à Montpezat (durée : 1h 58min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Comme une forme d'héritage familial d'un métier pratiqué depuis son arrière-grand-père, Jean-Claude Bessac entre en formation de la taille de pierre à l'âge de 14 ans à Nîmes dans le cadre d'un CAP de 3 ans. Il part ensuite à Paris en 1962 pour étudier la restauration à

l'école des Monuments Historique pendant deux ans. En 1971 il s'installe comme artisan en Belgique et participe sur son temps libre à des fouilles archéologiques en tant que bénévole. Revenu dans sa région d'origine, il fait la connaissance d'Odette Taffanel, de Guy Barruol et de Michel Py. Ce dernier l'incite à passer un diplôme en archéologie. Il entre à l'EHESS de Toulouse et mène une recherche sur l'outillage du tailleur de pierre traditionnel sous la direction de Jean Guilaine. Après avoir obtenu son diplôme, il s'inscrit en doctorat sous la direction de Paul Courbin et soutient sa thèse en 1982, sous le tire L'outillage traditionnel de la taille de pierre : technique, chronologie, classification. Il obtient un poste d'Ingénieur de Recherche au CNRS en 1983 et rejoint l'équipe de Guy Barruol à Lattes (34). Sa première mission en Orient se déroule à Apollonia de cyrénaïque à l'invitation d'Yvon Garlan. Sa deuxième mission prend place en Syrie à Doura Europos. Sous la direction de Pierre Leriche, il travaille à la restauration et à l'étude du socle d'un palais hellénistique. Il entame ensuite une seconde thèse à l'université de Rennes 2 sous la direction d'Yvan Garlan portant sur le sujet des fortifications du palais hellénistique de Doura-Europos. Il soutient sa thèse d'État en 1997. Il part en poste à l'Ifpo entre 2006 et 2010 où il travaille sur la citadelle de Damas. Il s'engage sur plusieurs fouilles en Jordanie et en Syrie dans le cadre de l'Institut, et s'implique aussi au sein de formations en Syrie où il donne des cours de restauration à l'école d'architecture. Il obtient son HDR à l'université de Montpellier 3 en présentant une recherche sur le site de Petra. Dans cet entretien, Jean-Claude Bessac évoque la dualité d'être à la fois tailleur de pierre/artisan, et archéologue/ingénieur de recherche fonctionnaire. Il a soutenu deux thèses (de 3ème cycle et d'État) et une HDR et pourtant il lui est arrivé de percevoir un certain conservatisme dans le milieu académique vis-à-vis de sa position de chercheur. Très attaché à ses pratiques traditionnelles, il critique certaines habitudes des architectes à laisser leurs traces dans restauration des monuments historiques. A propos de son passage à l'Ifpo et de ses missions en Orient, il évoque la vie sociale de l'institut, l'accueil chaleureux des syriens et leurs approches à la restauration. Tout au long de sa carrière, Jean-Claude Bessac a tenu à conserver une approche transversale et s'est attaché à la transmission de son savoir. Il a produit des films documentaires présentant la taille de pierre et produit des archives photographiques dont il souhaite faire don aux établissements concernés.

Entretien n° : **6246**

Une histoire de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (IFAPO) à travers le récit biographique de Frédéric Alpi, ingénieur de recherche au sein de l'Institut français du Proche-Orient

enquêtrice : Ginouvès, Véronique ; témoin : Alpi, Frédéric (1955-....)

Enregistré le 19/11/2019 à Beyrouth (durée : 1h 43min).

Droits d'utilisation et de diffusion : en attente de la signature du contrat précisant les autorisations.

Spécialiste d'épigraphie et d'histoire chrétienne, Frédéric Alpi a été affecté à deux reprises à Beyrouth, d'abord en 1992 au sein de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient, comme Pensionnaire scientifique, puis à partir de 2009 à l'Institut français du Proche-Orient, en tant qu'ingénieur de recherche CNRS. Son histoire avec cette aire géographique est ancienne d'abord parce qu'enfant il a passé des vacances à Beyrouth avec ses parents dont il se souvient précisément mais aussi parce que, après avoir réalisé ses études à l'ENS et obtenu l'agrégation de lettres, il a obtenu une bourse du Ministère des affaires étrangères. Il intègre alors l'École biblique et archéologique de Jérusalem (ÉBAF) sur une recommandation de François Villeneuvre, alors directeur de l'IFAPO, (1990-1995). À la bibliothèque de l'ÉBAF, il trouve des archives documentaires sur les Pères cappadociens et syriens qui vont l'amener à la rédaction de sa thèse. En 1992 il est Allocataire de recherche puis Pensionnaire scientifique de l'IFAPO à Beyrouth. Premier chercheur à s'installer à Beyrouth après la guerre, il retrace l'histoire de la bibliothèque de l'institut, sa conservation,

son déplacement et éparpillement à travers plusieurs institutions, ainsi que sa reconstruction dans les nouveaux locaux de la rue de Damas. Il fut aussi témoin des fouilles du centre-ville de Beyrouth, préalables à la reconstruction de la ville, un engagement que l'IFAPO avait pris avec les administrations libanaises. Il a traité une partie du matériel épigraphique alors mis au jour. Il revient en France où il est intégré dans un laboratoire et où il soutient une thèse de doctorat le 5 décembre 2002 à l'Université de Paris IV – Sorbonne sous la direction de Bernard Flusin sur le thème « Recherches sur l'administration et la pastorale de Sévère d'Antioche (512-518) ». Son affectation en 2009, au sein du département d'archéologie et d'histoire de l'antiquité, se fait à la demande de Marc Griesheimer, directeur scientifique du département d'archéologie, auquel il succèdera dans ces fonctions entre 2013-2017. Il reste ensuite affecté à l'Institut où il entame un mémoire en vue d'une Habilitation à diriger les recherches sur le thème « Les institutions du patriarcat d'Antioche et les synodes afférents au VIe siècle, avec traduction des sources grecques et syriaques ». L'entretien est l'occasion de retracer le parcours scientifique du témoin mais aussi l'histoire de l'IFAPO avec un accent particulier sur l'histoire de la bibliothèque et des archives de chercheurs qui ont pu y être déposées.

Index thématique

Index des noms propres cités ou évoqués

Index des lieux cités